

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire: 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

JEUDI

1^{er} AVRIL 1976

SAINTE ALLIANCE CONTRE LA GAUCHE LIBANAISE

● « L'affaire » libanaise
au Conseil de Sécurité

● Le gouvernement
français monte en ligne

● La Syrie bloque les armes

La bourgeoisie des pays occidentaux et la réaction arabe s'affolent. La progression de la gauche au Liban compromet leur plan de « stabilisation » de la situation au Moyen-Orient.

Après l'alignement de l'Egypte sur les positions du camp occidental, l'impérialisme américain se proposait d'arriver à un arrangement global: Israël se retirerait des territoires occupés après la guerre de 1967 et un mini-Etat palestinien, contrôlé par les régimes arabes réactionnaires serait mis en place.

Pour obtenir ce résultat, il fallait l'accord de l'Etat sioniste. Cela impliquait un affaiblissement de la résistance palestinienne.

Les Phalanges devaient remplir ce rôle en attaquant les fedayins là où ils étaient les plus implantés, c'est-à-dire au Liban.

Ce plan est en train d'échouer. La gauche s'est renforcée. La résistance regagne une autonomie grâce aux succès acquis sur le terrain.

C'est cela qui affole la bourgeoisie internationale. Mais l'impérialisme paralysée à la veille des élections américaines, pourra difficilement intervenir directement.

R. Brestar

Lire nos informations
page 12

PRODUCTION 001 SUR TOUT LE TRUST DASSAULT

● 5 minutes et 10 secondes par jour



Un char en position dans le Metn-nord

La lutte s'étend sur l'ensemble des usines du trust Dassault: à Bordeaux, après Martignas, c'est l'usine de Mérignac qui est partie en grève. A St-Cloud, à Biarritz, à Boulogne, les débrayages se sont multipliés.

Le cartel CGT a lancé le mot d'ordre: « production: 0,01: cinq minutes et dix secondes par jour de production. Du travail à la mesure des concessions que la direction a faites jusqu'ici aux négociations. CFTD et CGT parlent d'extension et de durcissement.

lire page 12

3 000
DEVANT
PEUGEOT
BEAULIEU

lire page 6

● « Zizi » Pradel cède
aux communaux de Lyon p. 7

● Le jour se lève sur la Corse p. 4

● Marchais antisoviétique ? p. 5

BERNARD REMY KIDNAPPÉ !

Hier matin une centaine de personnes attendaient devant la prison de Metz-Barres la sortie de Bernard Rémy, incarcéré depuis 18 mois pour refus d'obéissance. Après une longue attente et sentant venir un mauvais coup, la mère de Bernard présente a voulu entrer: refus total. On ne tardait pas à apprendre que non seulement Bernard Rémy ne serait pas libéré, mais qu'il venait d'être remis à l'autorité militaire. Sans doute pour être inculpé à nouveau et rejeté en prison (voir notre article en page 5). L'armée emprisonne, on sait maintenant qu'elle kidnappe ceux qui ne plient pas devant elle.

lire page 5

Festival du cinéma d'Asie du Sud-est à Royan

LE TIERS MONDE DES FESTIVALS

« Royan, c'est la station en vogue à l'échelle européenne » explique JM de Lipkowski, républicain indépendant et maire de la ville. En fait, Royan est une ville qui meurt: aucun emploi nouveau depuis des années, 65% des habitants retraités.

C'est aussi pour la quatrième année consécutive, le festival du film du Tiers-monde. Unique en Europe, il en existe deux autres dans le monde: Ouagadougou et Carthage.

Pour J.Euvrard et D.Polac, les organisatrices, le festival doit être une plate-forme pour le cinéma du Tiers-monde. Royan doit être et devenir un lieu de libre expression d'un cinéma ignoré et dominé.

Une confrontation

La forme du festival tranche: il n'est pas prétexte à des discussions de spécialistes qui se pencheraient avec bienveillance sur le Tiers-monde. Ce qu'on

recherche ici, c'est une confrontation directe entre les réalisateurs des pays d'origine et le public français. Sans médiation ni intermédiaires. Mais, ce n'est pas facile. Les différences sociales et politiques des pays et de leurs réalisateurs, qui se traduisent par des degrés divers de rupture avec le modèle occidental, constituent des obstacles. Tenter d'appréhender ces contextes socio-culturels différents peut éviter des malentendus ou des jugements hâtifs. C'est là encore l'un des enjeux de la manifestation.

Ce festival est aussi le moins subventionné en France. Le budget total de la semaine, qui a demandé 8 mois de préparation, est équivalent au budget réservé à une soirée de ballet. Budget dérisoire et, ce, par la volonté du secrétariat aux Affaires Culturelles. Nous sommes au niveau financier le Tiers-monde des festivals de cinéma en France nous a dit J.Euvrard.

lire la suite p. 10





NAPLES LES CHOMEURS DRESSENT DES BARRICADES

Naples, le 31 mars,
De notre correspondant

Du centre de la ville à la gare principale, Naples est un véritable champ de bataille. Durant plusieurs heures, mardi, une bataille rangée a opposé plusieurs milliers de chômeurs aux forces de l'ordre.

Une manifestation était organisée devant la préfecture par les organisations syndicales et le syndicat des chômeurs, pour protester contre le manque d'emplois dans la ville. Naples, capitale du Sud sous-développé est la patrie du sous-prolétariat urbain. La concentration de chômeurs y est la plus dense du pays : plus de 150 000. Mais c'est aussi une ville où, depuis quelques temps, les travailleurs, avec ou sans emploi ont montré une volonté de lutte extrêmement forte.

Mardi, vers midi, sous l'impulsion du syndicat des chômeurs, qui regroupe 10 000 membres, les manifestants partirent à l'assaut de l'agence pour l'emploi et l'occupèrent. Une autre partie de la manifestation se rendit à la gare, l'occupa et bloqua les quais pour empêcher les trains d'arriver et de partir.

La police intervint violemment pour déloger les chômeurs du bureau de placement et de la gare. La bataille se déplaça alors dans le centre de la ville où des barricades furent dressées avec des camions et des autobus renversés. L'affrontement dura une bonne partie de l'après-midi. Bilan : 12 blessés, dont 10 policiers ; 29 arrestations ; 13 autobus et 10 camions endommagés et de nombreux dégâts dans la ville.

Cet épisode de lutte violente est un signe de plus du caractère explosif de la situation dans le Sud. Il montre aussi le succès du syndicat des chômeurs organisé à l'initiative des organisations d'extrême-gauche, qui a réussi à donner une perspective de lutte anti-capitaliste aux travailleurs sans emploi, empêchant ainsi les manipulations de l'extrême-droite.

GRANDE-BRETAGNE 3000 DELEGUES SYNDICAUX A L'ASSEMBLEE NATIONALE CONTRE LE CHOMAGE

Londres, le 31 mars
De notre correspondant

3000 délégués ont participé à l'assemblée nationale contre le chômage qui s'est tenue à Londres le week-end passé. Ce rassemblement est une preuve de plus de la détermination de lutte de la classe ouvrière britannique contre les mesures du gouvernement travailliste. Cette assemblée tenue au moment même où se déroule l'élection pour la direction du Parti travailliste et du gouvernement, montre bien que, quel que soit le successeur de Wilson, il aura à compter avec le combat des travailleurs. Les propositions qui ont été votées par l'assemblée marquent un pas en avant pour le mouvement ouvrier. L'assemblée a en effet décidé les mesures suivantes :

— Le 1^{er} Mai aura pour thème principal la lutte contre le chômage ;

— Une journée d'action a été décidée pour le 26 mai ; elle sera marquée par des grèves et des manifestations dans chaque ville. Dundee a déjà montré le chemin en organisant une grève générale le 5 mars dernier ;

— Des comités d'action contre le chômage seront créés, s'appuyant sur les conseils syndicaux, les syndicats dans les usines et les organisations politiques. La base de ces comités sera celle mise en avant par les délégués de la conférence : pas de contrôle des salaires, restauration de tous les crédits publics, introduction d'un programme de nationalisation.

Par crainte de voir se développer des mouvements combattifs, les orateurs du PC et de la social-démocratie ont fait des discours démagogiques. Si le PC a accepté la journée d'action du 26 mai, et les comités d'action contre le chômage, il est d'ores et déjà clair qu'il ne fera rien pour les organiser.

A l'issue de la conférence, les différents courants révolutionnaires se sont réunis pour envisager les modalités d'application des décisions de l'assemblée.

aux quatre coins du monde

MOUVEMENT DE GREVE AU JAPON

● Prés de 8,7 millions de travailleurs appartenant au « Comité de lutte pour l'offensive de printemps » se sont mis en grève lundi à minuit au Japon, à la suite de l'échec de négociations engagées avec le gouvernement.

Dans les transports, les travailleurs des chemins de fer nationaux et ceux des compagnies privées ont cessé le travail, ce qui devrait paralyser la circulation, notamment dans la région de Tokyo.

L'arrêt de travail doit durer de 12 à 24 heures selon les secteurs.

Le trafic s'est trouvé paralysé mardi au Japon en raison d'une grève de 24 heures des employés de chemins de fer privés et publics qui réclament des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Les travailleurs des postes et télécommunications, les dockers, les mineurs, les employés du secteur médical, et les chauffeurs de cars et de camions font également grève aujourd'hui pour des raisons analogues.

Les négociations entre les syndicats et le gouvernement s'étaient poursuivies jusqu'à lundi soir sans succès. Selon le ministère japonais des Transports, le grève des trains aura affecté plus de 30 millions de personnes d'ici la fin de la journée. (AFP)

URUGUAY : LES MILITAIRES CONTRE LA CORRUPTION ?

● Avant le coup d'Etat du 27 juin 1973, les militaires avaient lancé une grande campagne contre la corruption du personnel politique. Entre autres ils reprochaient aux parlementaires d'avoir voté une loi exemptant les députés de payer les droits de douanes sur les voitures personnelles importées. Aujourd'hui un câble de UPI nous apprend que 600 voitures seront importées du Brésil, payées par le ministère de la Défense, « pour l'usage personnel des membres des forces armées ».

L'ECHO DE LA GREVE DE MATISA

Lausanne le 31 mars,
● « La grève est suspendue, la lutte continue », c'est sous cette banderole qu'ont défilé les 150 travailleurs de Matisa, dans les rues de Lausanne, en tête d'un cortège de plus de 2000 personnes, où de nombreuses usines de la région étaient représentées par des délégations. Tous les deux jours environ, l'assemblée générale des ouvriers discute de l'avance des négociations. Deux votes unanimes ont confirmé jusqu'ici la détermination des ouvriers de Matisa à reprendre la grève au cas où leurs revendications ne seraient pas satisfaites.

CHILI

le président de la Cour suprême affirme
n'avoir « pas de preuves » contre Corvalan

LIBERTE ! LIBERTE !

Alors que l'ouverture du procès de Luis Corvalan, dirigeant du Parti communiste chilien est annoncée depuis quelques temps par la Junte, le président de la Cour suprême chilienne affirme qu'il est « est extrêmement difficile de trouver des preuves, même formelles » contre lui. L'avocat, Guido Clavix, membre du collège international de défense de Luis Corvalan, a pu rencontrer ce dernier dans le camp de Tres Alamos. L'autorisation de visiter Corvalan lui ayant été refusé plusieurs fois, il s'est présenté au milieu de la famille de ce dernier et a ainsi pu pénétrer dans le camp.

L'avocat a trouvé Corvalan en mauvaise santé, mais moralement très enthousiaste et très curieux des événements politiques internationaux. « Il a montré beaucoup d'intérêt pour le discours prononcé par Berlinguer au XXV^e congrès du PCUS... ». L'avocat a pu parler avec d'autres prisonniers politiques, en particulier un ancien sénateur communiste, Jorge Montez, gravement malade, par suite des tortures qu'il a subies.

Un an après le coup d'Etat, l'activité du Parti communiste chilien se développe. Il a commencé à éditer une revue bi-mensuelle « résistance anti-fasciste » distribué à plusieurs

milliers d'exemplaires. Ses militants travaillent dans toutes les organisations légales : comités de voisins, juntas sportives, etc.

Il collabore étroitement avec l'église catholique, en particulier dans la construction du « Comité de Paix » (en appui aux prisonniers politiques), et dans la mise en place de soupes populaires et de garderies d'enfants. Cette collaboration lui a permis d'organiser plusieurs actions de masse sous couverture de manifestations religieuses. La plus spectaculaire de celles-ci fut quand, après une messe célébrée dans la cathédrale de Santiago, les participants sortirent en criant « Liberté, liberté ! » dans les rues du centre. Cette manifestation dura plus d'une demi-heure et fut dispersée par des bombes lacrymogènes. Mais cette relance de son activité ne l'empêche pas d'avoir des problèmes avec sa base qui, souvent, n'accepte pas sa politique sectaire envers les groupes révolutionnaires. Ainsi, la direction du PC n'a pu empêcher la formation de comités unitaires dans de nombreuses usines, dans lesquels, les ouvriers communistes travaillent aux côtés des ouvriers révolutionnaires. Il dépend de ceux-ci que ce phénomène se développe.

CHRONIQUE DE LA REPRESSION DANS LES PAYS DE L'EST

Pour la libération de Kovalev

Le biologiste Serge Kovalev a été condamné le 12 décembre 75 à 7 ans de camps à régime sévère et 3 ans de déportation, comme « criminel d'Etat particulièrement dangereux », pour ses activités dans le mouvement pour les Droits démocratiques, et la publication clandestine de la chronique des événements courants.

174 dissidents soviétiques représentant tous les courants d'opposition ont signé une pétition pour la libération de Kovalev. Parmi les signatures on relève : Azbel, Altoumian, Amalrik, L.Bogoraz, A.etL.Guinzbourg, Z.Grigorenko, O.Joffé, Kopelev, E.Kosterina, Luntz, R.Medvedev, Sakharov, C.et T.Khodorovitch, E.I.et R.Iakir. L'importance du nombre de signatures ainsi que leur variété, témoignent de la vivacité renaissant du mouvement pour les droits démocratiques.

Contre la répression politique en U.R.S.S

Le mouvement de révolte des prisonniers politiques, apparu de manière spectaculaire en 74, par des grèves de la faim massive et prolongées, (cf. Rouge N°329) ne s'est pas éteint. Une pétition contre la répression politique signée par 51 détenus politiques de cinq camps différents vient de nous parvenir.

A la prison de Vladimir on relève notamment les signatures de : Boukovski, Makarenko, Rode, Superfin. Au camp à régime spécial de Mordovie : Romaniouk, Choumouk. Au camp des femmes à régime sévère de Mordovie N°3 : Chabatoura. Aux camps à régime sévère de Mordovie N°s 3, 17, 19 : Kheifetz. Aux camps à régime sévère de l'Oural, N°s 35, 36, 37 : Guinzbourg. En exil dans la province d'Irkousk : Martchenko.

Pour la libération de Gunar Rode

Gunar Rode, signataire de la pétition ci-dessus a été arrêté à Riga, et accusé d'appartenir à un groupe se disant marxiste et demandant l'autonomie pour la Lettonie. Il a été condamné à 15 ans d'emprisonnement dans une colonie de « rééducation » par le travail. Bien qu'il ait purgé une partie de sa peine dans une colonie de Mordovie, il a été envoyé trois fois dans la prison de Vladimir à titre de châtiment, et chaque fois pour une période de trois ans. Il est actuellement dans cette prison et souffre d'une maladie d'estomac.

(Amnesty International)

COREE DU SUD

APPEL POUR LA CONSTITUTION D'UN COMITE ANTI-IMPERIALISTE

A Séoul, en Corée du sud règne une sanglante dictature militaire qui ne le cède en rien à celle de Pinochet au Chili.

Depuis plus de 20 ans, on apprend tous les jours que des Coréens, issus de tous les milieux sociaux, politiques et religieux ont été arrêtés, torturés, souvent pendus.

Le dictateur de ce régime, Park Chung Hee a envoyé ses mercenaires jusqu'en Indochine où ils se sont illustrés aux côtés des Américains par leur férocité et leurs crimes contre le peuple vietnamien.

Tout récemment, les cibles de sa police secrète ont été les milieux catholiques et les étudiants. Une jeune sud-coréenne qui vient de s'échapper a décrit les tortures hallucinantes qu'elle a subies.

Tout cela avec le soutien direct des Américains dont les troupes stationnent toujours sur place malgré un vote largement majoritaire des Nations-Unies. Leur chef, le général Hollingsworth, multiplie les déclarations bellicistes.

La Corée du sud, dira-t-on, c'est loin ; on ne se sent pas concerné. Mais les agissements des services secrets de Séoul prouvent le contraire. Ils n'hésitent pas à opérer illégalement à l'étranger : le chef de l'opposition est enlevé en plein Tokyo, ramené en secret en Corée du sud et jeté en prison.

Enfin, Park Chung Hee utilise depuis quelques années une arme inédite. Sous le couvert d'une prétendue « association pour l'unification du christianisme mondial » opère un de ses agents dont les liens avec la CIA sont notoires : Moon, ce riche industriel, félicité par Nixon (!) pour son combat, recruté dans tous les pays, y compris en France des adeptes conditionnés par un véritable lavage de cerveau. Des centaines de jeunes sont ainsi transformés en robots dociles, prêts à tout.

Les soussignés demandent une enquête sur les agissements et le financement du mouvement mooniste, ainsi que sur ses liens avec les services secrets étrangers opérant en France. Ils demandent que les résultats de cette enquête soient rendus publics et des mesures appropriées prises.

Ils appellent à faire campagne pour le rétablissement de la démocratie en Corée du sud et l'évacuation des troupes étrangères.

Ils appellent à la constitution d'un comité anti-impérialiste Corée pour défendre ces objectifs.

N. Alari, C.bourdet, M.F.Kahn, E.Lederer, A.Minkowski, H.Parmelin, R.Pic, S.Tomkiewicz, L.Schwartz, J.Rougeau, M.Larivière, J.P.Vigier, J.P.Roubier, S.Rosener, P.Vigier, E.Moutin-Dervaux, A.Behar, M.Schaub, P.Rousset, Hamchari.

ESPAGNE

Avant la mobilisation pour l'amnistie : LA DETENTION DE CAMACHO UN DEFI !

Malgré l'annonce hier de leur interdiction, la préparation des manifestations prévues pour cette fin de semaine à Madrid et Barcelone continue. D'autant plus activement, que Marcelino Camacho et les autres dirigeants de l'opposition arrêtés lundi soir ne sont toujours pas relâchés. Plus le temps passe, plus le durcissement du pouvoir face au regroupement de l'opposition apparaît comme un défi au mouvement ouvrier espagnol et à l'opinion internationale. C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts pour participer à notre manière à la campagne en faveur de l'amnistie générale et immédiate, en poursuivant l'information sur les prisonniers politiques en Espagne. Nous publions aujourd'hui le témoignage du camarade Goicoetxea, arrêté comme militant de ETA et libéré récemment après cinq ans de détention.



Jon Etxabe, curé de la paroisse de Acitain, à Eibar, emprisonné en 1968, fut le premier prêtre basque à revendiquer publiquement son appartenance à ETA ; aujourd'hui sympathisant proche de la LCR-ETA VI.



Prison de femmes de Alcala de Henarès : à gauche Itziar Aizpurua, condamnée lors du procès de Burgos, et à droite Jone Dorronsoro, la femme la plus lourdement condamnée (cinquante neuf ans de peine).

« LA CLASSE OUVRIERE OUVRIRA LES PRISONS »

Témoignage de Joxe Jamon Goicoetxea libéré après cinq ans

J'ai été arrêté à Bilbao, interrogé et torturé pendant quinze jours au commissariat. Je suis passé par les prisons de Basauri, Carabanchel, Soria, Jaen, Palencia, puis transféré de nouveau à Carabanchel en raison de mon état de santé (lésion des reins). J'ai participé à toutes les grèves de la faim, en particulier 16 jours à Jaen et 20 jours à Carabanchel en riposte aux cinq assassinats de Franco. Ces grèves de la faim sont chaque fois suivies d'une longue période en cellule d'isolement.

Les cellules sont en général très vieilles et exigües. A Jaen, il y a des rats qui sortent de partout, et il faut se défendre contre le froid (à Soria, à Jaen, il n'y a pas de chauffage...) ; en général les douches ne fonctionnent pas. Il a fallu se battre pour obtenir de l'eau chaude et une salle à manger.

Pour être transféré à l'hôpital de la prison, il faut chaque fois menacer le médecin d'une grève de la faim : le toubib est sous la tutelle du directeur de la prison et c'est toujours lui qui a le dernier mot. L'hôpital pénitenciaire est totalement déprimant ; il ressemble

davantage à un abattoir ou à une boucherie. Les infirmiers sont des droits communs sans grande expérience et dans ces conditions les cas graves ne peuvent qu'empirer.

Quant à la nourriture, les prisonniers ont droit à une portion quotidienne, le « rancho ». Elle est totalement insuffisante pour survivre ; elle revient à 33 pesetas (2,30 Frs) par détenu et par jour, et cela après de nombreuses luttes (il y a un an à peine, elle était encore de 20 pesetas). En plus, le directeur cherche souvent à faire des économies sur cette somme. Les prisonniers politiques ne peuvent donc survivre qu'avec la nourriture envoyée par les familles et l'argent récolté par tous les travailleurs d'ici.

« 4 jours de voyage pour 20 minutes de visite »

Le contrôle sur les communications est très strict. Seule la famille très proche peut venir dans le parloir. A Soria, un fonctionnaire écoute toutes les conversations. On n'a pas le droit de converser en basque ni d'aborder des sujets autres que familiaux, et cela pendant 20 minutes à peine, alors que

ma mère mettait quatre jours pour venir d'Euskadi à Jaen ! Toutes les lettres qui entrent et qui sortent sont censurées par la police.

Le prisonnier politique peut profiter de son temps de détention pour étudier et assurer sa formation politique. Tout ce qui touche à la censure des livres fait l'objet d'une bataille permanente : au bout de longues années de lutte, nous avons réussi à faire rentrer des revues comme *Triunfo*, *Cambio 16* et même des revues étrangères comme *Critique de l'Economie politique*. Mais le directeur peut à tout moment revenir sur ses tolérances.

Les prisons sont classées par degré de rigueur. Premier degré, les plus dures : Ségovie. Deuxième degré : Saragosse, Jaen, Pontevedra. Troisième degré : Palencia. Il y a des prisons encore plus répressives que celles du premier degré : Puerto Santa-Maria, Ocaña... On y envoie les prisonniers les plus combattifs pour les isoler des autres. Pour résister à d'aussi pénibles conditions, jour après jour, il faut lutter, et autant que possible lutter aussi en solidarité avec les mobilisations ouvrières de l'extérieur.

« La comuna : le socialisme du détenu... »

Les prisonniers politiques sont organisés en « Comuna » (commune), qui centralise l'argent et la nourriture de l'extérieur, et les répartit entre tous les prisonniers politiques pour lutter contre les inégalités. C'est un peu notre socialisme de prisonniers... La « Comuna » permet aussi l'unité politique entre membres de diverses organisations pour mener en commun la lutte. Le meilleur exemple en est la réponse massive des prisonniers politiques au procès de Garmendia et Otaegui. Quatre cent prisonniers politiques y ont participé et la grève de la faim a partout duré au moins 20 jours.

Les formes de résistance dans les prisons sont des plus variées : pétitions envoyées au directeur général des prisons ; boycott du vin, de la télé, en signe de protestation ; rassemblement autour du bâtiment administratif de la prison ; mais l'action la plus importante demeure la grève de la faim, en solidarité avec les luttes ouvrières et populaires, et pour l'obtention de meilleures conditions de détention.

Maintenant la revendication centrale est celle de l'amnistie, de la liberté immédiate pour tous les prisonniers politiques. Notre lutte s'intègre donc à celle qui mène les ouvriers à l'extérieur : c'est la classe ouvrière qui nous fera sortir des prisons.

« Il faut bien expliquer... »

Je devais faire 8 ans, je suis sorti au bout de cinq. Je pense qu'environ 200 prisonniers ont dû sortir ainsi, mais il en reste plusieurs centaines. Il faut organiser partout des mobilisations pour leur libération. L'extrême-droite a déjà envisagé de liquider les plus combattifs. A Carabanchel, il y a même eu des tentatives. Surtout, il faut bien expliquer que certains prisonniers politiques sont gravement malades comme nos camarades Sarazketa, et surtout Sabino Arana. Après le procès de Garmendia et Otaegui, ils ont été transférés de Ségovie à Puerto Santa Maria où leur situation est lamentable.

Andoain, province du Guipuzcoa, le 24.03.76

LA THAILANDE A LA VEILLE DES ELECTIONS

RIEN N'EST PLUS COMME AVANT...

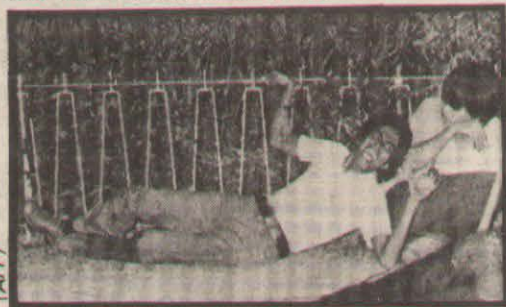
Le 4 avril, des élections législatives doivent se dérouler en Thaïlande. Elles ont été précédées par une flambée d'attentats d'extrême-droite, de rumeurs de coups d'Etat militaires, de mobilisations anti-impérialistes et d'un conflit significatif entre le gouvernement et l'ambassade américaine quant au statut des forces américaines dans le royaume. Nous commençons à puboier aujourd'hui une série d'articles sur la situation actuelle du pays avant-poste de l'Asie du Sud-est néo-coloniale face à l'Indochine révolutionnaire.

Le 20 mars, les forces US basées en Thaïlande devaient avoir quitté le pays. Le premier ministre, Kukrit Pramot, l'avait promis lors de son investiture. Washington était, paraît-il, d'accord. Pourtant, à la veille de la date fatidique, elles comptaient encore 4 500 hommes et le gouvernement thaïlandais annonçait qu'un contingent de plusieurs milliers de GI devaient rester. Il exigeait alors le contrôle effectif de toutes les installations américaines — dont le système d'écoute électronique ultra-secret. Le mouvement étudiant appelait à se mobiliser contre le maintien de la présence étrangère. Le 18, l'armée était mise en état d'alerte. Le pays semblait au bord du coup militaire. Pourtant, le 20 mars, alors que 10 à 20 000 manifestants défilaient dans la capitale, Bangkok, on apprenait qu'un accord avait été conclu et que, dans quatre mois, les forces américaines seraient bel et bien parties.

Il serait évidemment prématuré d'en conclure que Washington a renoncé à sa domination sur l'un des pays clés de la région. Les grandes bases stratégiques qu'il y avait construites durant l'escalade US sur l'Indochine ont perdu de leur importance maintenant qu'un repli militaire sur les îles du Pacifique a été décidé.

Il reste que l'impérialisme US a besoin d'échelles sous son contrôle immédiat dans cette partie du monde et que le réseau d'écoute — qui permet de capter jusqu'aux messages radio-téléphone au Vietnam — est difficile à abandonner. Plus, la frontière thaïlandaise est devenue l'un des « points chauds » de la lutte anti-communiste, notamment sur le fleuve

Mékong qui borde le Laos. Le demi-recul américain est donc symptomatique : Washington n'est plus maître de ses mouvements, dans le royaume, comme auparavant ; même si, avec la complicité de fait du gouvernement, il continue d'en faire sa première base d'intervention en Indochine.



Manifestant anti-US blessé par une grenade
Le prix de la défaite US

L'impérialisme US paie le prix de sa défaite indochinoise. Déjà en 1973, le régime militaire qu'il avait longtemps soutenu, tombait sous les coups de boutoir d'une mobilisation massive étudiante et populaire, neuf mois seulement après la signature des Accords de Paris sur le Vietnam. Le triomphe de la révolution indochinoise en 1975 devait achever de bouleverser les conditions de l'intervention américaine dans ce pays qui était devenu un véritable « porte-avions » terrestre. Dorénavant, le gouverne-

ment thaïlandais doit tenir compte de la présence de gouvernements révolutionnaires au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Il ne peut plus s'afficher comme l'instrument direct de Washington sans risque d'engager une épreuve de force trop sévère pour lui.

Ceci est d'autant plus vrai que la situation intérieure en Thaïlande a connu un profond changement. Si l'on excepte les régions périphériques (notamment au nord-est et au Sud) le royaume n'avait pas été secoué de crises sociales très graves. La paysannerie, jusqu'à il y a une dizaine d'années ne manquait pas de terres. Plus de 60 % des travailleurs agricoles n'en possèdent plus aujourd'hui.

Le développement trop récent et trop rapide de Bangkok avait interdit l'intervention d'une classe ouvrière combattive. Depuis 1973, les grèves se sont multipliées.

Après avoir échappé à la colonisation directe — bien que sous domination britannique — la Thaïlande avait échappé aux grandes luttes de classes de l'entre deux guerres, qui avaient préludé aux combats révolutionnaires au Vietnam. Cette période est maintenant révolue. La Thaïlande vit à l'heure de la révolution et de la contre-révolution asiatique.

Le gouvernement Kukrit Pramot, le haut commandement militaire thaïlandais, comme les services américains ne peuvent ignorer ces changements. Ils sont actuellement obligés de naviguer à vue.

René Tricart

Demain : le dilemme de l'impérialisme

CORSE

LE JOUR SE LEVE

de notre envoyé spécial Antoine Pietri

Le 3 avril, la Corse descendra dans la rue. La manifestation de Bastia est d'ores et déjà appuyée par les autonomistes, les forces de gauche et les syndicats. Ils seront des milliers à exiger la libération d'Edmond Siméoni, symbole d'une résistance à la politique du pouvoir. Car aujourd'hui, il est clair que celui-ci n'a rien fait pour l'île sinon renforcer son système de répression. Durant l'année 1975, le chômage a augmenté, dans l'île de 196% alors qu'en 1969, il était largement au-dessus de la moyenne nationale. En un an, le nombre des licenciements a triplé. Ici, encore, c'est un bien triste record. Quel est-il, le véritable visage de la Corse : celui que présentent les agences touristiques ou bien celui d'un pays qui se bat pour ne pas mourir ?

1/ L'île de la résignation

« U corciu di ziu Francescu, era cusi bravu » (Pauvre oncle François, il était si brave). Et c'est vrai qu'il était bien brave, ziu Francescu. Une vie sans histoire de petit fonctionnaire sur le continent. Il était revenu, il y a dix ans dans son village natal. Aujourd'hui, on l'a enterré dans le caveau familial. Tous les « parents » étaient là, venus des villages avoisinants. La cérémonie terminée, on s'est rendu visite, on a bu l'apéritif, on a parlé. Des femmes habillées de noir et des hommes habillés de costumes ont traversé lentement le village pour remonter dans leurs voitures. Pour un moment, la petite communauté corse a retrouvé son animation d'avant.

D'avant quoi ? On ne sait pas trop bien ici. Et cependant, tous savent que le village crève de l'absence de jeunes. Un proverbe corse dit : « Indu l'un c'è zitgeddi si spengne u focu » (où il n'y plus de feu). Le seul endroit où les jeunes sont nombreux, de la Castagniccia au Fium Orbu, de Porti-Vettiu à Bastia, ce sont les cimetières. L'île a durement payé son tribut durant la grande boucherie de 1914 : 15 % de la population corse y a été massa-

crée contre une moyenne nationale de 4 %. Le chômage endémique et la politique des divers gouvernements s'est chargée du reste. C'est par milliers que chaque année, les jeunes insulaires partent pour le continent.

André le gendarme lui ne fait pas exception à la règle...

Il a aujourd'hui la trentaine. Après avoir passé toute son enfance ici, il a choisi de devenir gendarme. Il est dans la « mobile » mais espère bien passer dans la « blanche » pour être muté à Bastia ou à Ajaccio. Pour le moment, il garde les banques à Paris. Il y a un peu plus d'une année, il était envoyé en Nouvelle-Calédonie. Quatre longs mois, pendant lesquelles sa femme et ses deux enfants en bas âge vivaient au village. Il fait partie de ces corses dont on dit qu'ils ne connaissent plus « la fougère ». En d'autres mots, il semble mépriser ses compatriotes. L'été, il arrive dans une belle voiture mais ne se mêle guère à ses cousins. Pour être juste, il faut dire que ceux-ci n'ex-



Manifestation à Ghisonaccia lors de la journée « île morte » organisée par le Comité Anti-répression.

priment pas un besoin brulant de le côtoyer. La loi avec un grand « L » ça ne plait pas beaucoup. C'est surtout une gêne : on ne peut plus conduire sans permis, ni chasser quand l'envie vous en prend. Lui, est violemment contre le renouveau des idées en Corse. L'été dernier, le port de plaisance de Porti-Vettiu a sauté. « Des idiots et des salauds » juge notre gendarme en vacances. Car aussi longtemps que la tension subsistera dans l'île, les mutations de flics insulaires seront gelées par les autorités. On craint trop en haut lieu les effets de cette fameuse « solidarité » par ailleurs quelque peu mythique. André représente bien cette génération qui ne compte que sur le piston pour « arriver ». Aléria, il s'en fout. Il est venu passer les vacances de Pâques et il veut avoir la paix.

Les parasites

« Passivité », un terme maintes fois employé pour caractériser la situation de l'île. Le pouvoir s'en est même plaint, opposant cette « paresse » à l'esprit d'entreprise des « pieds-noirs ». Passifs ? Oui, les Corses l'ont été et le restent pour une partie d'entre eux. Mais qui en est responsable sinon le pouvoir et les clans ? Les Rocca-Serra, le Filippi, les Giacobbi, n'ont-ils pas entretenu à leur profit un système qui a transformé les Corses en mendiants ?

Jeanne Luciani a 60 ans. Elle est veuve et vit petitement. Elle revient du jardin où elle s'est occupé de ses légumes qui, en été, lui donneront un peu de nourriture en plus de ce qu'elle achètera. Régulièrement, elle

vote pour Jean-Paul Rocca Serra. Pourquoi ? Elle hésite et finit par répondre : « Parce qu'il m'aide depuis la mort de mon mari ». Une aide qui se traduit par une pension mensuelle de 600 F, à la condition bien entendu qu'elle vote bien. Le cas de Jeanne pourrait être généralisée à toute la Corse et chaque fin de mois, la poste convoie de véritables fortunes sur les routes de l'île. C'est tout cela qu'il est convenu d'appeler la Corse traditionnelle la Corse des fraudes, celle du chômage, de l'exil et des clans. Aujourd'hui, il en existe une autre : encore jeune, très confuse politiquement mais qui a le mérite d'exister.

DEMAIN : EVA BASTA (Maintenant ça suffit)

ALSACE

Après le « score » des candidats « Verts » aux cantonales

ON ATTEND LES CENTRALES DE PIED FERME !

L'événement des cantonales en Alsace, c'est le score inattendu des écologistes : 11 % des voix en moyenne et même 16 % dans le canton de la Petite Pierre. Les candidats qui se sont maintenus au second tour ont conservé

leurs voix. Il ne s'agit donc pas d'un simple vote d'honneur au premier tour, mais bien d'une prise de position face aux projets du pouvoir.

Déjà, une première centrale nucléaire a été construite à

Fessenheim. Le site d'une seconde doit être fixé dans très peu de temps à Marckolsheim ou à Gersheim. A Marckolsheim, le terrain est très peu sûr pour les autorités qui n'oublient pas qu'un représentant du gouvernement, Sicurani et le maire de Strasbourg, Pfimlin, avaient dû renoncer à leur projet de construction de Chemike Werke München à la suite d'une lutte qui dura plus d'un an avec occupation permanente du terrain. D'ailleurs, la population a déjà vivement réagi face à la possibilité d'installation d'une centrale nucléaire. Elle a contraint l'EDF à participer en 1975 à un débat contradictoire. 700 personnes de Marckolsheim s'y rendirent. Ce débat était déjà une victoire puisqu'il battait en brèche la tactique de l'EDF, énoncée par le rapport Toureau, qui consistait à « se prêter à des débats contradictoires uniquement dans le cadre de milieux bien définis : conseils municipaux, clubs de médecins, Rotary, etc. ».

Marckolsheim risque donc d'être un lieu trop agité. Reste une possibilité à Gersheim, qui pose cependant le problème d'être beaucoup trop proche de Strasbourg, à peine une vingtaine de kilomètres. Là, l'EDF risque donc de rencontrer l'opposition des habitants de Strasbourg : déjà, en l'an 1975, 200 scientifiques strasbourgeois ont signé un document opposé à l'installation de centrales. Non seulement, ils savent de quoi ils parlent, mais ils sont aussi capables de répondre à l'EDF, d'informer et de sensibiliser la population.

Déjà, avec les seules centrales de Fessenheim et de Wyl, sur la rive allemande, une étude allemande

prévoit l'augmentation des jours de brouillard, chaque année de 70 à 130, réduisant ainsi l'ensoleillement et retardant le réchauffement diurne. Cette modification devrait être fatale entre autres à la culture du maïs et de la betterave à sucre.

Les autres conséquences de ces deux premières centrales sont aussi la stagnation et la sédimentation des polluants atmosphériques l'iode 131 radioactif des centrales. De plus, le brouillard condense et véhicule des facteurs pathogènes microbiens et viraux. Son augmentation constitue un danger pour la vie humaine et animale. Enfin, le réchauffement des eaux du Rhin pourrait dépasser 5 degrés avec les deux centrales de Fessenheim.

Ces dangers, imposés sans consultation de la population ont amené des représentants de conseils municipaux, autour des lieux pressentis à signer avec les comités de défense de l'environnement un texte dans lequel ils déclarent « s'opposer aux travaux autorisés par le préfet, tant que les autorités refuseront d'organiser au préalable et avec nous, une information contradictoire des populations : s'engager, si leur site n'est pas retenu, à apporter une aide morale et financière, et matérielle et humaine à la population en lutte dans le site retenu ».

Les 11 % des candidats verts ne sont donc que la partie visible et spectaculaire du refus des alsaciens de se laisser entraîner dans l'aventure du nucléaire, quels que soient les intérêts en jeu.

P. Anton

Pendant que Giscard discourait LES ECOLOGISTES INFORMAIENT

Les mouvements écologistes en Alsace ont tenu une conférence de presse lors de la visite de Giscard. Ils ont attiré l'attention sur la destruction des forêts, sur la pollution de la nappe phréatique et sur la construction d'un canal à grand gabarit. Voici quelques éléments sur ces deux derniers points.

1. La pollution de la nappe phréatique

Le principal polluant est le rejet des déchets industriels des Mines de Potasse et de l'usine de produits chimiques Thann Mulhouse. Le captage de l'eau potable pour la ville de Colmar, qui se fait en aval d'une nappe phréatique qui traverse le bassin de potasse, est préoccupant : l'eau de pluie ruisselle le long des terrils, s'infiltre en terre et pollue la nappe d'eau. Autrefois, et jusqu'en 1960, les puits étaient à 8 mètres de profondeur. Aujourd'hui il faut les creuser à 60, 72 et 97 mètres.

La teneur en chlorures (Cl-) de l'eau captée au puits de Colmar Neuland (puits de 8 mètres) est supérieure à 300 milligrammes au litre. Dans les puits de 72 et 97 mètres, elle dépasse déjà les 150 milligrammes, alors qu'au seuil de 200 milligrammes, on considère que l'eau n'est plus potable.

2. La lutte contre le grand canal.

Les élus locaux et les notables, s'enorgueillissent d'un ouvrage dont le coût est estimé à 15 milliards de francs. 4 500 hectares de terre seront condamnés, plusieurs villages seront détruits.

L'alimentation en eau du canal se fera au détriment de l'agriculture de toute la région. Comme les sources et rivières du Sundgau (sud de l'Alsace) et du territoire de Belfort ne suffiront pas, il faudra pomper le Rhin et l'amener au seuil de Valdeieu (336 mètres).

Le projet réalisé, de plus, épuiserait des nappes phréatiques actuellement indispensables à l'agriculture et aux agglomérations, et porterait atteinte aux paysages naturels. Enfin, il n'intéresse pratiquement pas l'ensemble des industries des régions traversées.

Un comité de lutte anti-canal a été formé.

il y a... 105 ANS JOURNEES DE 1871

Les bourgeois embusqués à Versailles préparent la contre-révolution. A l'Assemblée nationale (élue à la demande des prussiens), le sinistre Thiers donnera son programme : « L'expiation sera complète. Elle aura lieu au nom des lois, pour les lois, avec les lois. » Et le versaillais L. Dupont commentera dans ses souvenirs : « L'esprit qui a présidé aux exécutions de la Commune est le meilleur esprit (sic) : c'est un esprit patriotique et réformateur ». (Des versaillais à Giscard... la tradition se maintient !)

Le 1 avril, Thiers annonce officiellement la guerre contre Paris : « L'Assemblée siège à Versailles où achève de s'organiser une des plus belles armées que la France ait possédées. Les bons citoyens peuvent donc se rassurer et espérer la fin d'une lutte qui aura été douloureuse, mais courte. » Cynique vantardise de ce vieillard qui avait entravé l'organisation des armées contre les prussiens, note P.O. Lissagaray. (1)

Paris ne voulait croire, ni à cette armée, ni au plan de contre-insurrection fomenté par la réaction. Les journaux populaires demandaient une expédition contre Versailles. Ce devait être une promenade...

1. Histoire de la Commune de 1871, Maspéro.

Au Comité Central du Parti communiste

MARCHAIS ANTISOVIETIQUE ?

L'orateur s'avance à la tribune, commence son discours, et déclare : « Nous ne pouvons faire notre la formule utilisée voici longtemps, dans des conditions toutes différentes, selon laquelle la pierre de touche de l'internationalisme serait le soutien en toutes choses de l'Union soviétique ». Il ajoute même : « Il ne faut pas compter non plus nous faire admettre des démarches qui, au nom de la coexistence pacifique entre Etats, contredisent la bataille que nous menons ici, chez nous, contre le pouvoir du grand capital ».

Un « anticommuniste » cet orateur qui attaque ouvertement les positions des dirigeants du Kremlin ? Pas du tout. C'était Georges Marchais, hier, au comité central du Parti communiste. Intervenant à la suite d'une information de Jean Kanapa sur « les positions des communistes français devant certains problèmes internationaux », le secrétaire général du PCF a longuement développé les thèses du responsable aux relations extérieures, exposées dans un interview accordé, cette semaine, à « France Nouvelle » (« Rouge » du mercredi 31 mars).

Mais Marchais s'est montré encore plus explicite que Kanapa : « Nous avons exposé clairement nos positions aux XXII^e congrès. Il en découle des divergences avec le Parti communiste d'Union soviétique et d'autres partis frères. Ces divergences se retrouvent dans la préparation de la conférence des partis communistes d'Europe ».

Ainsi donc, le PCF choisit de rendre public, les débats secrets qui présidaient à la préparation de la conférence internationale initialement prévue pour juin 1975. Cette initiative, jointe aux prises de position antérieures du PCI et du PCE recet une importance politique de premier ordre. Elle peut signifier deux choses.

Soit la réunion européenne ne se tiendra pas, en raison de l'impossibilité d'un accord avec l'URSS et les partis de masse occidentaux. Auquel cas, l'intervention de Marchais prépare l'annonce prochaine de son annulation. Soit elle se tiendra et représentera, au contraire un pas en avant dans l'autonomie des PC européens, avec un ordre du jour essentiellement centré sur la crise du système capitaliste en Europe et les solutions à y apporter. Ce qui signifierait un net désaveu des propositions formulées par les dirigeants soviétiques.

En tout état de cause, c'est l'unité du mouvement communiste international qui serait remise en cause.

Pierre Julien

BERNARD REMY KIDNAPPE ! A SA SORTIE DE PRISON

Bernard Rémy qui vient de purger sa peine à la prison de Metz a été kidnappé par les autorités militaires à sa sortie de prison. La suite est facile à deviner. Conduit dans une caserne, Rémy va se voir proposer de porter à nouveau l'uniforme, et devant son refus sera ré-inculpé, et re-condamné par un TPFA pour refus d'obéissance.

Voilà qui ne surprendra que les naïfs qui croient qu'une fois une peine purgée, une affaire est classée.

Il n'en est rien. Avec l'armée, la loi n'est pas tout à fait la loi. Ou plutôt : quand elle ne paraît pas assez répressive aux yeux de ces messieurs galonnés, ils la modifient, lui adjoignent une « circulaire » comme celle du Ministère de la défense en date du 21 février 73 qui stipule que les objecteurs de conscience doivent effectuer deux ans de détention...

(voir document ci-joint). Ainsi lorsqu'un insoumis est condamné « seulement » à un an de prison par un TPFA, la machine militaire considérant qu'il n'en a pas fait assez le récupère à la sortie et le refait juger jusqu'à concurrence des 21 mois !

On comprend mieux dans ce contexte la réflexion récente du procureur au procès de l'insoumis Jean-Louis Soulié, au TPFA de Metz, qui mettait les juges devant le dilemme suivant : « soit le condamner à deux ans tout de suite, soit à un an en sachant qu'il ne serait pas libre pour autant à sa sortie ». Une façon élégante de dire aux juges que l'armée se moque complètement de leur verdict et que seule la circulaire-maison compte.

L'arrestation de Rémy, et celle probable de Soulié, qui sort théoriquement de prison le 10 avril, met le doigt sur le cynisme révoltant de la hiérarchie qui n'hésite pas à passer outre les décisions de ses propres juridictions d'exception (TPFA) pour peu qu'elles lui paraissent trop timorées.

V. Girard

1^{re} RÉGION MILITAIRE
GROUPEMENT ADMINISTRATIF DES PERSONNELS ISOLÉS
Caserne Guyonier
82501 RUEIL-MALMAISON
Téléphone : 947 12 32

A RUEIL-MALMAISON, le 2 juillet 1975
N° 21900 KAN/CAJ/CA/SEC
Cl. (Références à reporter dans le rapport)

Le Colonel LEUBA Y. ANTOINE
Commandant le Groupement Administratif des Personnels Isolés

au
soldat GIRON Bruno
sous-officier de
Monsieur le Directeur
de la Prison de Fresnes

J'ai l'honneur de vous faire connaître que
étant Directeur de conscience, la réglementation en vigueur vous
oblige à effectuer deux années de détention.

Toutefois le ministre a décidé que les réductions de peine accordées aux détenus se réclamant de l'objection de conscience seraient prises en considération dans la limite de trois mois pour l'accomplissement de deux années de détention effectives exigées.

Cette mesure a pour effet de ramener à vingt et un mois la durée de la détention réellement subie.

Si lors de votre sortie de prison vous n'avez pas effectué les vingt et un mois de détention, je me verrai dans l'obligation d'engager de nouvelles poursuites à votre égard.

Si les TPFA ne suffisent pas, la réglementation en vigueur est là...

Télévision

DEUX SOIREEES A LA GLOIRE DE L'ALGERIE FRANÇAISE !

Que Michel Droit, gaulliste notoire soit un indécrottable réactionnaire, voilà qui ne regarde que lui. Que la télévision lui offre gracieusement les moyens d'injurier de la pire façon qui soit la lutte du peuple algérien pour son indépendance, voilà qui est intolérable. Mardi soir, ce tout petit monsieur a trouvé le moyen, au cours de son émission « Ces années-là » de justifier la torture en arguant de son efficacité pendant la bataille d'Alger. Opposant les paras de Massu aux « rebelles du FNL » Michel Droit le mal-nommé a passé sous silence les dizaines de milliers d'Algériens massacrés par les hommes de Bigeard. Durant une heure le téléspectateur aura eu l'impression de vivre les pires heures de la propagande colonialiste. C'est là une infamie contre laquelle tous ceux qui ont lutté pour que vive l'Algérie indépendante doivent s'élever. Déjà, un jour auparavant, la 3^e chaîne avait diffusé un film à la gloire de l'OAS. Que cherche donc le pouvoir ? Mais n'est-il pas vrai que Poniatsowski et Giscard avaient plus qu'une forte attirance pour les terroristes de l'OAS...?

Le chômage chez les jeunes

LA MONTAGNE ET LA SOURIS

Aux dires du gouvernement, la situation économique s'arrange. On connaît la chanson. Elle se fredonne sur l'air de « Tout va bien Madame la Marquise, sauf que... ». Parce que, bien entendu, il y a un « sauf » et dans ce cas précis il prend la forme de 400 000 jeunes chômeurs, indice officiel. Première constatation à propos de ces statistiques faites à la fin de février 1976, elles ne tiennent pas compte de ceux qui ne touchent pas d'allocation chômage. C'est à dire qu'elles ne reflètent que partiellement la réalité. Mais elles ont néanmoins leur intérêt.

Parmi ces jeunes, une majorité de femmes.

Tandis que le pourcentage de sans emplois pour les personnes âgées de 25 à 40 ans est de 2,7, il est de 6,6 chez les jeunes de moins de 25 ans. La moitié d'entre eux n'ont aucune qualification et la plupart recherchent un travail dans le secteur tertiaire, c'est à dire celui des banques et des bureaux qui est aujourd'hui gravement atteint par la crise. Deuxième constatation de

taille : les jeunes femmes qui touchent une allocation chômage sont 238 000 contre 155 000 garçons. En pourcentage cela donne 8% de sans emplois chez les jeunes femmes contre 5% chez les jeunes garçons. Qui osera prétendre qu'il n'y a pas de discrimination ?

Des généralités de mauvais augures

Le Conseil des ministres de mercredi annoncé à cor et à cris devait annoncer de grandioses mesures en faveur de l'emploi des jeunes. Au vu des résultats, on reste confondu devant l'impression de néant absolu que l'on ressent après lecture du communiqué de Monsieur Rossi, porte-parole du gouvernement : « Dans le secteur des métiers, les primes d'incitation à la création d'emplois seront simplifiées et reconduites jusqu'au 31 décembre 1976 et les seuils d'effectifs maximaux des entreprises artisanales seront doublés... Les actions de formation professionnelle organisée en faveur de l'emploi seront intensifiées... Les aides

financières accordées soit pour la recherche d'un emploi soit pour s'installer sur un nouveau lieu de travail seront simplifiées... Une meilleure organisation des filières d'accès des jeunes à l'emploi sera envisagée... ». Les voilà donc, ces fameuses mesures !!!

On nous explique en gros qu'on donne le feu vert à l'artisanat pour embaucher sans toutefois donner de garanties financières quant à cette embauche. On nous raconte que, désormais, il sera plus facile de chercher du travail sans bien entendu donner une quelconque assurance qu'on en trouvera. Et enfin, on envisage d'envisager une amélioration des filières d'accès à l'emploi. Quant aux grosses entreprises qui débauchent, aux étudiants qui sortent de l'Université avec des diplômes inutilisables, pas un mot, rien de rien. On est tout de même en droit de se demander de temps en temps à quoi servent Giscard et ses coquins. Car, si leur travail consiste à pondre de telles généralités, sans fumer s'il vous plaît, hé bien, qu'ils s'en aillent.

A.P.

notes politiques

REPRESSION MILITAIRE

● Claude Campagnac et Marc Latacs, âgés tous deux de 20 ans ont été condamnés par le tribunal permanent des Forces Armées de Metz à deux ans de prison. Témoins de Jéhovah, ils avaient refusé de porter l'uniforme. Si il y a bien un secteur épargné par le chômage, c'est celui de la justice militaire. Il faut mettre un terme à cette répression.

UNE RENCONTRE DE FLICS

● Manuel Fraga Iribarne, ministre espagnol de l'Intérieur, responsable des crimes commis récemment par la police franquiste vient de débarquer à Paris. Il a déjeuné mercredi avec son collègue Poniatsowski, puis s'est rendu à la maison d'Amérique latine où il doit présider une réunion du Conseil exécutif de l'Union Latine. Le but des discussions est de renforcer liens qui existent déjà entre les Etats latins d'Europe et d'Amérique latine. Il n'y a eu aucun doute sur le fait qu'il existe de sérieuses affinités entre la police française, celles du Brésil, de l'Argentine ou du Chili.

Des discussions qui vont faire rêver Poniatsowski. Là-bas, ils ont trouvé le moyen de faire taire l'opposition.

LA GUERRE DU CAMPING AURA-T-ELLE LIEU ?

● Après que les gérants de terrains de camping aient déclaré qu'ils refuseraient d'accueillir les étrangers ou les familles insuffisamment « rentables » les représentants des campeurs viennent de menacer de lancer une opération camping sauvage. Il y en a un qui est dans ses petits souliers : c'est Jacques Médecin, ministre du Tourisme qui entame bien mal sa carrière gouvernementale. Il s'est jusqu'à maintenant borné à bredouiller qu'il fallait éviter les incidents. Quelle autorité !

UN CHOIX CORNELIEN

● Il faut améliorer la capacité de tir du char français AMX 30 afin de le rendre plus compétitif. Deux solutions sont proposées : soit on remplace le canon de 105 mm par un canon 120 mm à canon lisse, avec obus sous calibre avec une coiffe d'acier, soit on couple le 105 mm avec une conduite de tir automatique. De toute manière, l'AMX va être doté d'une caméra lui permettant de tirer avec précision, en nuit noire à 1500 mètres. Quant aux deux propositions, laquelle choisir ? On doit discuter sec dans le haut Etat-major. C'est que c'est important. Il faut bien les vendre, nos boîtes de conserve à chenilles.

ACHETEZ ROUGE
TOUS LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

COUP
POUR
COUP

N° 5

APRÈS LE 22^e CONGRÈS

QUESTIONS AU P.C.F.



LA CGT APPELLE, SEULE, A UN RASSEMBLEMENT DES TRAVAILLEURS EN LUTTE POUR L'EMPLOI DE LA REGION PARISIENNE LE 6 AVRIL

Le 6 avril, place de l'Opéra à Paris, l'Union syndicale CGT de la région parisienne organise un rassemblement de 8 heures à 15 heures.

Elle précise dans un communiqué les raisons de ce rassemblement : « depuis plusieurs mois, voire plus d'un an pour certains, des conflits sont au premier plan de l'actualité : « Parisien Libéré » Triton, Chauffour, Chaix, Mécano, Hélio-Cachan, Idéal Standard, Imprimerie Française, Cerce, etc... »

Ce sont ces entreprises que le patronat et le gouvernement veulent brader. Sans aucun souci du personnel et du potentiel technique important et de qualité qu'elles représentent, et de la désindustrialisation de la région parisienne.

Les travailleurs de ces entreprises, ont réagi avec fermeté : ils occupent leurs entreprises, maintiennent en état l'outil de travail, multiplient les démarches pour que des solutions prenant en compte l'intérêt national voient le jour. Ils se heurtent à un refus systématique de négocier. »

Il y a chez des milliers de travailleurs en grève avec occupation pour la défense de leur travail, depuis des semaines et des mois, une profonde aspiration à la coordination des luttes, et à la circulation de l'information. On l'a vu en juillet dernier lors du rassemblement unitaire de la Tour Eiffel, appelé par la CGT et la CFDT.

Pourquoi cette fois-ci avoir fait le choix d'une initiative lancée par la seule USRP CGT ? S'agit-il d'une nouvelle manifestation de sectarisme, dans la ligne « renforcez la CGT » ? Il est clair en tout cas que ce rassemblement risque d'être en retrait, à la fois du point de vue de la participation et des perspectives, à l'impact qu'aurait pu avoir une initiative unitaire. F.L.

PEUGEOT-BEAULIEU

3000 TRAVAILLEURS DEVANT L'USINE

les gardes républicains protègent l'usine la grève connaît un nouveau souffle

La séquestration qui s'est déroulée mardi n'était que le prologue de rebondissement qui aujourd'hui fait que cette lutte des Cycles joue un rôle d'entraînement sur les autres entreprises du trust et de la région.

La direction, qui voulait se venger de cette gifle humiliante, qui lui avait été infligée la veille par des travailleurs qu'elle méprise, sortait hier un petit communiqué vengeur et provocateur sur le thème : « cette séquestration montre bien que les licenciements étaient justifiés » !

Mais ce n'était qu'un début ; et hier les rues et les murs de Beaulieu ont vu plus de manifestations en quelques heures qu'ils n'en avaient connu en quelques années. Le matin même, les grévistes, après le meeting enfoncent une portière de l'entreprise, les quarante-sept licenciés en tête. Ils enfoncent le barrage des flics de la ville qui étaient à l'intérieur et parcourent en manif l'entreprise.

Evidemment, une compagnie de gardes républicains fait son apparition pour les déloger, mais, sans les attendre, ils repartent en manifestation dans l'autre usine de Mandeur, qu'ils occupent aussi après avoir enfoncé une portière.

Dès que la nouvelle est connue, non seulement des travailleurs à Beaulieu même



quittent le travail, mais dans une autre usine du trust, à Valentigney, 400 ouvriers abandonnent l'atelier et viennent en manif à Beaulieu : « ce fut le moment le plus émouvant du conflit, disent tous ceux qui étaient là et qui ont vécu cette première jonction de travailleurs décidant de faire un front contre le patron de choc. Chacun en avait les larmes aux yeux et immédiatement la combativité connaît un nouvel essor. A la prise du travail de treize heures, la reprise est bien moindre que le matin même, des ouvriers, mais aussi des petits chefs et des employés de bureau ne rentrent pas : « on ne travaille pas sous la protection des casques et des fusils », disent-ils.

Dans l'après-midi même, l'UL CGT et CFDT appellent à débrayer à 16 heures. Cet appel sera entendu. Les débrayages à 70% à Valentigney et à 60% dans deux autres usines du trust, mais malheureusement, pour des raisons de division syndicale, rien ne sera fait à l'usine de Sochaux,

cruellement absente de cette mobilisation.

Trois mille travailleurs donc arrivent en manifestation à 5 heures, défilant dans les rues et devant la boîte : la nationale est bloquée pendant deux heures, c'est la plus grosse manifestation depuis des années.

Aujourd'hui donc une nouvelle étape a été franchie, la lutte connaît un souffle nouveau et différent. Malheureusement une fois encore aucune perspective concrète n'a été avancée pour ces trois mille travailleurs qui assistaient au meeting, les travailleurs du trust et de la région ont montré que l'appel de ceux des cycles avait été entendu, et qu'il est aujourd'hui nécessaire d'organiser une riposte plus large.

CORRESPONDANT

Solidarité financière :
Syndicats CGT et CFDT des Cycles Peugeot
N° N.12213545 CMDP Mandeur

JAMS (Carpentras)

TRAVAILLER SANS PATRON ?

A l'entrée de l'usine, une effigie pendue à une potence avec l'inscription « C'était un patron ». Il s'agit de Monsieur Mur, ancien directeur de cette entreprise de 180 travailleurs qui fabrique des fauteuils et des canapés. Les travailleurs ont bien des raisons de lui en vouloir : ils l'accusent en effet d'être en partie responsable de la faillite qui a laissé un trou de 10 milliards, d'avoir par la suite créé une entreprise et d'avoir couvert de nombreuses irrégularités : le capitaine du yacht du PDG par exemple aurait été payé par l'usine de Carpentras !

Mais M. Mur ne manque pas de



ressources : il prétend reprendre l'usine fermée depuis le mois d'août sans déboursier un sou.

Pas le profit : le service

Les travailleurs ne veulent pas confier leur avenir, la garantie de leur emploi à un patron sans scrupules ; ils ont élaboré leur solution, adoptée par 85 % du personnel : Continuer la production pour leur propre compte en créant une coopérative ouvrière. Ils ont le soutien du Conseil régional et du Conseil général, et la sympathie de la population. Une entreprise « dont la finalité ne serait pas le profit, mais le service », comme l'annonce un tract de l'UL-CFDT. En faisant ce pari de faire fonctionner une usine au service des travailleurs dans le cadre d'un système économique tout entier guidé par la loi du profit, les travailleurs risquent de se heurter à bien des difficultés, et d'aller au-devant de désillusions.

Correspondant

en lutte

DECAZEVILLE/VIEILLE MONTAGNE

● depuis l'annonce des nouvelles classifications, le personnel reste mobilisé. Le 3 mars, à l'occasion d'un rassemblement, le bureau de la direction était envahi pour exiger des négociations. Depuis le 3 mars, une grève de 48 H (baisse de production) a obligé la direction à reculer sur certains points.

Il est maintenant envisagé une manifestation centrale de toutes les entreprises métallurgiques de la région.

CGCT (RENNES) :

● Hier, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de l'Union ouvrière, était prévu un débrayage d'une demi-journée, pour donner un nouveau souffle à la mobilisation. Les ouvrières sont en lutte pour :

- la suppression du rendement
- le passage des O2 à O3
- et 200 francs d'augmentation

Jusqu'à présent la direction refuse de négocier. Sa seule réponse : la répression (quarante avertissements en trois jours, présence d'un huissier hier matin à l'usine). Les manifestations prévues dans le centre ville n'ont pu avoir lieu, la CGT ayant démobilité. Ce sont finalement 90 ouvrières qui ont distribué des tracts à la population. Elles se sont retrouvées à une cinquantaine dans une mini-assemblée pour discuter des suites à donner à leur mouvement. La volonté de poursuivre la lutte est manifeste dans toutes les prises de paroles qui ont été faites. Deux axes se dégagent : lutter pour la suppression des avertissements ; et trouver des formes de lutte appropriées pour continuer le combat contre le rendement et qui permettent d'accrocher toutes les filles. Aujourd'hui l'objectif est de surmonter la division syndicale et le sectarisme, de ressouder le front syndical sur des propositions concrètes de lutte.

correspondant

RENAULT-BILLANCOURT DEBRAYAGES CONTRE LES CLASSIFICATIONS

● A l'appel de la CGT et de la CFDT les mensuels ont débrayé une heure hier. Une manifestation, à laquelle se sont joints ceux de la RMO (Renault machines-outils) en lutte contre les suppressions de postes, a parcouru l'usine. Les syndicats exigent la réouverture des négociations avec l'UIMM et l'ouverture des discussions au niveau de la Régie.

Angers : la manifestation appelée par la CGT et la CFDT a regroupé 1000 personnes mercredi après-midi. On remarquait la présence de plusieurs boîtes en lutte (CIBIE, OUTELEC, CEGEDUR, LAIGLON, GIRARD) pour des revendications salariales, contre le chômage (8344 chômeurs inscrits dans la région), et contre les contrats temporaires.

Correspondant

vie syndicale

● La Vie Ouvrière cette semaine ouvre le dossier CNPF : « 4 lettres qui pèsent sur votre vie quotidienne ». Cette première enquête a pour objet de décrire la puissance et l'organisation du « syndicat des patrons ».

Rhône-Poulenc premier trust français de la chimie, de la pharmacie et du textile artificiel : entre 3000 et 5000 licenciements sont prévus. Gillet, le PDG « à fait son choix, les travailleurs aussi ».

Dans le « guide pratique » : les

charges, un second loyer que vous devez surveiller. Une série de conseils utiles pour lutter contre les augmentations galopantes.

● Conférence CGT sur la main d'œuvre féminine les 8 et 9 avril. La fédération de la métallurgie organise cette conférence sur le thème « les travailleuses de la métallurgie dans le combat pour l'obtention d'une convention collective nationale ».

LYON

« ZIZI » PRADEL CEDE AUX COMMUNAUX

« Lyon est pourri, c'est la faute à Zizi »

(mot d'ordre des manifestants)

La ténacité et l'unité de l'ensemble des travailleurs communaux de Lyon sont venus à bout de l'intransigeance de Pradel, et des autorités municipales. Celles-ci n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts pour briser la grève : recours aux entreprises privées, menaces d'utiliser l'armée, campagne de presse pour dresser les usagers contre les grévistes. Toutes ces tentatives sont été vaines : les travailleurs communaux n'ont pas reculé d'un pouce et Pradel a fini par plier les genoux.

Hier matin, Pradel vient en effet de signer un protocole d'accord avec les organisations syndicales CGT, CFDT et autonomes, qui donne satisfaction pour une bonne part aux revendications des grévistes

- la prime de fin d'année est augmentée (pratiquement du double)

- un acompte mensuel est attribué à tous les travailleurs du service nettoyage de la communauté urbaine (à valoir sur la remise en ordre des classifications négociables avec le ministère de l'intérieur). Cet acompte est de 160 francs pour les conducteurs poids lourds et les chefs de groupe, de 120 francs pour les éboueurs et les chefs éboueurs, de 70 francs pour les cantonniers et égoutiers.

- les jours de grève sont payés 75 %

- enfin, outre quelques avantages divers, la titularisation des auxiliaires naturalisés français est obtenue après quatre ans d'ancienneté (au lieu de cinq ans) comme pour les autres auxiliaires de nationalité française.

La peau dure

La situation sociale et politique locale n'est pas des meilleures pour que le pouvoir affronte aussi brutalement la grève des communaux et le mouvement ouvrier lyonnais. Deux des meilleurs étalons des listes Pradel aux dernières cantonales : Fenech et Rigal se sont fait ramasser par les candidats du PS mauvais signe des temps, et de la colère qui monte à Lyon contre l'accroissement du chômage (30 000 chômeurs dans le département) et la hausse des prix.



Depuis lundi, le ramassage des ordures effectué par une entreprise privée se faisait sous la surveillance de la police. (la voiture de ces messieurs est au premier plan)

Pradel, comme le pouvoir, a dû tenir compte de cette dégradation du climat politique qui fait lever des nuages inquiétants à l'horizon des municipales de 1977. En se mettant à dos toute la corporation des communaux, Pradel risquait de porter un coup sévère à ses chances électorales. Il ne lui restait plus qu'à céder.

Des revendications en suspens

Toutes les revendications des grévistes ne sont pas pour autant satisfaites (salaire minimum de 2 000 francs, révision générale de la grille des salaires, 300 francs pour tous, etc...). Pradel s'est bien engagé à les soumettre aux délibérations des conseils municipaux (de Lyon et de la communauté urbaine). Mais ses promesses ne valent pas « tripette » aux yeux des communaux (en 1974 déjà, il n'avait pas tenu sa promesse de proposer aux conseils municipaux une augmentation de la prime de fin d'année).

L'assemblée générale d'hier, consciente du succès obtenu, mais méfiante à l'égard des promesses de Pradel sur les revendications en attente, n'a voté la reprise du travail qu'à une faible majorité. Les communaux auront tout intérêt à imposer leur présence aux conseils pour contrôler les délibérations qui

les concernent. Ils se mobiliseront activement aux côtés de tous les travailleurs communaux des autres villes (en particulier lors de la journée d'action nationale organisée le 8 avril par les fédérations CGT, CFDT). En effet, seule une mobilisation nationale leur permettra d'avancer les autres revendications en suspens qui dépendent de l'autorité de tutelle : le ministère de l'intérieur.

Correspondant Lyon

Information ou intoxication ?

Alors que depuis plusieurs jours, les organisations syndicales demandaient l'ouverture des négociations, Pradel faisait le sourd. Le 23 mars, toujours pas de réponse, alors que la grève avait commencé le 18. Le 24 au matin, il fut tout étonné, en arrivant dans son garage de la mairie centrale de voir les représentants syndicaux qui l'y attendaient. Plus possible de fuir. Un rendez-vous était imposé pour onze heures. A l'heure dite, près de 1200 grévistes arrivaient dans la cour de la mairie pour accompagner la délégation.

PAYSANS

● 31 condamnations, 69 mois 1/2 de prison avec sursis : telle est l'addition que doivent assumer aujourd'hui les responsables syndicaux de la FDSEA du Finistère à l'issue des multiples procès qui se sont déroulés ces derniers mois.

Ces procès constituaient l'épilogue judiciaire des actions menées au cours de l'été 74 pour protester contre les importations de viande bovine : (interception de camions étrangers dans la plupart des cas), alors même que ces actions furent en général menées sans violence, de lourdes condamnations frappent aujourd'hui non seulement des militants présents sur les lieux mais aussi, au titre de la loi anti-casseurs, des responsables syndicaux dont il est prouvé qu'ils en étaient absents.

Rappelez vous Pleven, au moment du vote de la loi anti-casseurs : jamais, au grand jamais, elle ne devait être utilisée contre des syndicalistes... 6 ans après, les faits sont là.

Correspondant Brest

● Les paysans travailleurs du Finistère se sont constitués en association.

Les Paysans Travailleurs du Finistère viennent de se constituer en association (loi de 1901) indépendante du cadre syndical de la FDSEA dans lequel, ils s'expriment auparavant en tant que tendance.

« Notre initiative n'est pas pour s'opposer à la FDSEA, mais chacun se rend compte que l'unité syndicale n'existe plus » ont déclaré les Paysans Travailleurs.

● Quatre viticulteurs ont été interrogés à propos de la fusillade de Montredon. Ainsi l'enquête menée par la police judiciaire de Montpellier se poursuit après l'audition de 15 viticulteurs depuis le 15 mars. La question se pose d'une riposte en cas d'arrestation. Il semble que les dirigeants viticoles soient résignés à laisser la justice suivre son cours.

APRES LA GREVE, TOUT POUR FAIRE CEDER I.T.T.-L.M.T.

L'assemblée générale des travailleurs en grève du L.M.T.-Boulogne a décidé jeudi après-midi de suspendre le lendemain matin la grève commencée vendredi 19 mars à 15 heures.

Pour la première fois depuis 1968, plus de la moitié des salariés présents (1800 cette semaine sur un effectif de 2800) ont engagé une lutte dure afin de faire aboutir leurs revendications. Face à une direction qui proposait une augmentation des salaires de 5%, mais rien pour les ingénieurs et cadres, la réaction des travailleurs a été d'exiger 300 francs minimum, puis 10% au-delà d'un salaire de 3000 francs.

Malgré ces quatre jours et demi de grève, les travailleurs n'ont rien obtenu de mieux. Cependant malgré la non-satisfaction des revendications, la grève a été loin d'un échec.

— Les deux groupes les plus nombreux sur l'établissement, les techniciens et les ingénieurs, ont été pour la première fois les plus actifs dans le mouvement, impulsant les débats et les actions, prenant conscience de la nécessité de s'organiser et de ne pas rester isolés.

— Pour beaucoup c'était la première grève, ils ont appris l'action syndicale, ils compris les rapports de force, entre salariés et direction, entre travailleurs. Ils ont compris la nécessité de la coordination entre usines et entre prises du trust I.T.T., en particulier lors de la manifestation avec I.T.T.-CLAUDE qui a regroupé 1200 travailleurs dans les rues de Boulogne, mercredi 24 mars.

— Les salariés se sont rassemblés dans leurs services et beaucoup discuté des problèmes de salaires et des questions propres à leurs services. Des barrières sont tombées entre ingénieurs, techniciens, employés et ouvriers. Cette libéralisation de la parole durera longtemps.

— Malgré des moments confus, les assemblées générales ont été des moments forts de prise de conscience.

— La grève ne s'est pas effritée. Devant l'impossibilité de durcir le mouvement, c'est dans l'unité que la décision de rentrer a été prise.

La TETE HAUTE nous sommes retournés travailler, mais TOUS ENSEMBLE NOUS SAURONS REPARTIR DANS L'ACTION.

Vendredi 26 mars 1976, 14 heures.

Syndicat de la Construction Electrique Electronique C.F.D.T. Section de «Le Matériel Téléphonique» Etablissement de Boulogne 46, quai A. Le Gallo - 92103 BOULOGNE-BILLANCOURT.

en lutte

LES PATRONS NE SONT TRANQUILLES :

● A Poclain (Senlis), une cinquantaine d'ouvriers ont envahi le bureau du directeur général pour présenter leurs revendications. Depuis une huitaine de jours des grèves et des débrayages paralysent quatre des cinq usines Poclain dans l'Oise où 5000 personnes sont employées. Les revendications portent sur la 5^e semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, 2400 F minimum et une prime de vacances de 1000 F.

A Alfortville, une délégation de trois entreprises occupées du Val-de-Marne (Chauffour, Serge et Imprimerie de France) et des représentants du comité de chômeurs CGT ont occupé hier les locaux du GIMAC (groupement patronal de Maisons-Alfort, Créteil et Sud-est de Paris).

SABY A CREIL-MONTATAIRE :

● Le patron de l'entreprise qu'une lutte dure d'un mois l'an dernier avait empêché de procéder à 42 licenciements tente maintenant de vider deux délégués syndicaux. Cette initiative patronale qui accompagne la restructuration du groupe a immédiatement entraîné une riposte des ouvriers suivie d'une grève avec piquets de grève interdisant l'accès de l'entreprise. Le mouvement pose une fois de plus le problème des libertés syndicales sérieusement malmenées depuis un an dans le bassin creillois : Comet, Chausson, Euromarché, et Burton où depuis lundi est organisée une grève avec blocage d'entrée contre le licenciement d'un délégué.

Correspondant

SECURITE SOCIALE ET ALLOCATIONS FAMILIALES :

SEMAINE D'ACTION DU 12 AU 15 AVRIL

● La CGT et la CFDT annoncent une semaine d'action pour les revendications de la plate-forme intersyndicale et des revendications locales. Les journées d'action porteront le 12 avril sur la classification, le 13 sur les salaires, le 14 sur les conditions de travail et le droit syndical, et le 15 sur les revendications locales.

CEPEM-THERMOR

ORLEANS. Après quinze jours de grève, l'ambiance a changé sur les chaînes. Maintenant qu'on se connaît, on sait qu'ensemble on peut gagner. L'attitude du patron a changé aussi : primes d'équipes, primes à l'ancienneté, 45 nouvelles embauches définitives de sous-contracts... Tout ça pour faire passer l'accélération des cadences nécessaires pour fournir les marchés ! Mais les travailleurs ne sont pas prêts à avaler de telles couleuvres comme le laissent présager les 165 nouvelles adhésions à la CFDT.

Correspondant.

MAREE NOIRE

SUS AUX GRECS ET GLOIRE A LA PREFECTURE !

Les responsables de Polmar ouvrent leur col et désserrent leur cravate. Ouff ! Les plongeurs ont enfin réussi à colmater 3 des 4 brèches de l'Olympic. Il n'en faut pas plus pour redonner de l'aplomb à ces messieurs. Ils ont trouvé la parade : faire feu sur le commandant du pétrolier, Tsirios, et l'armement Onassis, braquer l'actualité sur le soupçon de « baraterie » (accident provoqué pour toucher l'assurance). Lequel a bien des chances d'être justifié, mais permet en l'occurrence de donner l'impression qu'en France, on a fait le maximum et que tout est la faute « des grecs ». Oubliés les retards du plan Polmar ?

Nous avons appris d'autre part, avec quelle désinvolture on traite la question des épanchements d'hydrocarbures qui sont fréquents, même lorsqu'il n'y a pas d'accident, à commencer par le nettoyage des soutes, en principe interdit : il ne se passe pas de jour sans opérations de ce type, plus ou moins discrètes ; mardi 30 mars, encore, une nappe d'hydrocarbures de 1500 mètres de long, provenant vraisemblablement du dégazage d'un pétrolier, s'est échouée en baie de Douarnenez.

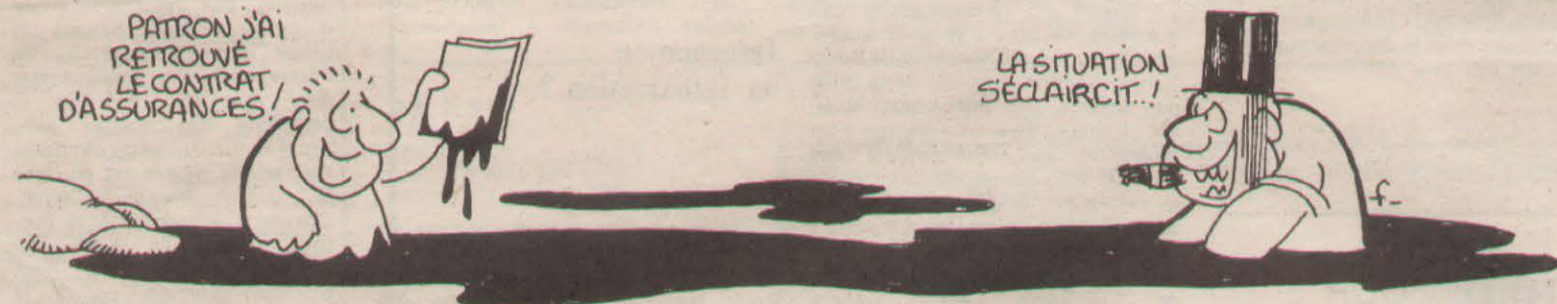
Au moment de la grande marée noire du « Torrey Canyon » en 67, un technicien, Mr Petit, a déposé un brevet très simple visant à pomper et décanter le mazout répandu en surface dans des caissons flottants. A l'époque Mr Petit n'avait rencontré dans ses démarches auprès des autorités et des compagnies pétrolières que sarcasmes et je-menfoutisme, le conduisant à laisser tomber son brevet dans le domaine public. Pensez donc ! La cargaison d'un pétrolier est assurée pour plus cher que son prix, l'amende pour vidange des soutes en haute-mer revient moins cher que le prix de cette opération au sec ; surtout, les compagnies pétrolières sont en même temps fabricants de détergents, alors, au rythme de 3 tonnes de détergents pour une tonne de mazout, c'est tout gain ! Un procédé proche de celui proposé par Mr Petit a été mis au point en RFA. Que nous sachieons, il n'est guère utilisé jusqu'alors.

Sans doute les pollueurs trouvent-ils davantage leur compte à... écouler leurs stocks de détergents !

M.V.



Bidasse et mazout à l'île d'Ouessant.



POUR J.L. SCOTTO, OBJECTEUR

En France, l'objection de conscience a toujours été plus tolérée qu'autorisée. Face au nombre croissant de demandes de statut paraît en 1972 le décret de Brégançon. Sous prétexte de service civil le gouvernement en les affectant autoritairement, fait des objecteurs une main d'œuvre à bon marché qui permet de pallier les insuffisances budgétaires des services de l'Office national des Forêts, des bureaux d'Aide sociale, du Secrétariat à la Culture.

Ces appelés prennent la place des salariés, et deviennent des civils réglementés par une discipline militaire. Des employés sans droits syndicaux, des citoyens sans droit de réunion. Depuis quatre ans, mille deux cent d'entre eux ont refusé ces affectations et se sont insoumis. Quatre ans pendant lesquels le gouvernement a compté sur le pourrissement de cette situation, évitant ainsi d'affronter la réalité du problème. Pourtant, ce trimestre a vu les procès et les commissions rogatoires se multiplier.

Est-ce une tentative d'intimidation ou la répression va-t-elle s'affirmer ?

Parce qu'il a refusé son affectation et choisi une activité correspondant davantage à l'idée qu'il se fait d'un véritable service civil, Jean Louis Scotto est appelé à comparaître le 18 avril devant la septième chambre du tribunal de grande instance de Marseille.

Les comités de lutte des objecteurs, le comité de soutien à Jean-Louis Scotto appellent à manifester votre solidarité lors du procès le 18 avril à 8 h 15 rue Fortia 6ème arrondissement et lors du gala de soutien mardi 6 avril 20 h 30, fac St Charles Marseille.

Comité de soutien à J.L. Scotto
Comité de lutte des Objecteurs
2, rue Philippe de Girard
Secrétariat
Comité de lutte des Objecteurs
Hili B.P. 63
13609 Aix en Provence

Après le Congrès du mouvement Freinet

L'EDUCATION POPULAIRE EN QUESTION

par Joseph Krasny

A Clermont-Ferrand, l'on rencontrait, la semaine dernière, des enseignants différents. Des enseignants qui refusent d'être les gardes-chiourmes de l'ordre scolaire. Des enseignants dont les discussions donnaient une image autrement vivante et animée que l'ambiance maintes fois « ronronnante » des congrès syndicaux.

C'était au 32^{ème} congrès de l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM) qui vient de s'y tenir, du 24 au 27 mars. Quatre jours durant, 1200 participants, en majorité instituteurs (trices) mais aussi enseignants du secondaire et du supérieur, y ont débattu des perspectives de la « pédagogie Freinet », du nom de son fondateur Célestin Freinet (voir Rouge du 26 mars).

Ce Congrès a attesté la vitalité d'un mouvement prônant une pédagogie opposée à l'enseignement traditionnel et affirmant influencer plus de 20.000 enseignants. Une vitalité relativement récente puisqu'après la mort de Freinet, en 1966, l'ICEM connut une période difficile où, selon un texte de présentation diffusé au congrès, « les réformes de structure ont pris le pas sur les problèmes de fond ». A l'inverse, le Congrès de Clermont manifestait un certain dynamisme qu'illustraient d'une part la multiplicité des débats abordés, concentrés dans près d'une quarantaine de commissions et activités diverses par jour, et d'autre part le thème central choisi : la discussion d'un « projet d'éducation populaire », défini par Michel Barré, secrétaire général de l'ICEM, comme une « alternative claire, clairement socialiste » aux réformes scolaires du pouvoir. Cette élaboration, qui n'a pas encore reçu de sanction définitive, ne peut être passée sous silence. Elle interroge à plus d'un titre la gauche traditionnelle, en se démarquant de ses compromissions avec l'Ecole de classe et les critères scolaires qui la régissent. Ses questions mettent aussi en cause l'extrême-gauche qui, souvent, s'est contentée d'une dénonciation de cette Ecole, tout en refusant de participer à l'ébauche d'une « pédagogie de rupture ». Le résultat, selon certains animateurs de l'ICEM : des enseignants qui militaient hardiment aux côtés des travailleurs, mais qui, au travail, dans leur classe, face aux élèves, « se comportaient en réactionnaires ».

Un débat dont nous rendons compte par ce reportage qui se poursuivra dans nos éditions des 2 et 3 avril.

1. A L'IMAGE DU MOUVEMENT : UN CONGRES OUVERT

Un « congrès Freinet » est à l'image du fonctionnement du mouvement. On n'adhère pas à l'ICEM. Il n'y a pas de « carte » à prendre. On vient simplement y confronter des expériences concrètes, élaborer et approfondir en commun une pratique pédagogique. Durant l'année, ce travail se poursuit au sein de petites unités, les « modules », qui se créent et disparaissent selon les besoins. Un « conseil d'administration » centralise ce travail. Il regroupe les délégués régionaux, qui coordonnent les groupes départementaux, des « animateurs pédagogiques », qui sont « à l'écoute du mouvement », et les six permanents, chargés en particulier des publications.

Donc un regroupement souple, au fonctionnement ouvert, qui dessine la coloration particulière des congrès annuels (voir Rouge du 27 mars). Les « freinetistes » s'y rencontrent, s'éparpillent au gré des couloirs dans les nombreuses commissions. De « la mathématique au jour le jour » à l'enfance inadaptée, de l'autogestion dans la classe aux équipes pédagogiques, de l'orthographe à l'expression corporelle, du festival du film à l'école aux « veillées » du soir, ... le choix est grand. Des salles sont réservées à une activité unique, durant tout le congrès. Dans une d'entre elles, la Fédération internationale du mouvement accueille les 14 délégations étrangères. Celle de l'Association des amis de Freinet permet de consulter les vieilles brochures, ainsi que la collection de « L'éducateur prolétarien », revue lancée avant la dernière guerre par Freinet. Collées sur les murs des citations de ce dernier ou des mots d'ordre nous interpellent : « plus de manuels, plus de sanctions, enlevez l'estrade ». La salle 125, dévolue aux « relations extérieures », accueillera une des innovations du congrès : les

débats avec les organisations politiques et syndicales invitées (la FEN, la CGT, la CFDT, le PCF, le PS, le PSU et la LCR).

Sur les murs, l'activité foisonnante du mouvement s'étale. Des expositions rendent compte d'expériences menées dans les classes. Celle-ci, engagée dans une S.E.S. (Section d'enseignement spécial, une des filières-ghettos), débouche sur la remise en cause de l'orientation par l'estimation soit disant scientifique du « quotient intellectuel » des élèves. « L'école populaire, affirme le commentaire, sera celle où la ségrégation scolaire n'existera plus ».

Un autre panneau montre comment dans un cours de géographie en sixième, le « programme encyclopédique » a été banni au profit d'un « programme cadre » et d'un « tronc commun réduit à l'essentiel ». Un pré-apprenti boulanger raconte par des dessins ses espoirs, sa lutte, sous le titre générique « les pré-apprentis sont malheureux ».

Cet affichage libre prouve aussi que le congrès prend en charge l'imprévu. Parce que ce thème n'était à l'ordre du jour d'aucune commission, des questions fleurissent sur des feuilles colorées : « L'école est sexiste. L'école Freinet échappe-t-elle au sexisme ? Le projet d'éducation populaire aborde-t-il ce problème ? ». Et s'étonnent que l'accueil soit confié uniquement à des militantes. D'autres affiches, signées par la « commission répression » convoquent à une réunion générale sur ce sujet, dont l'importance justifiera le vote d'une motion à l'AG de clôture : « 1928 : notre premier cas de répression. Freinet : 1976 : après deux jours de congrès, 30 cas recensés, que faisons-nous ? »

DEMAIN : UNE PEDAGOGIE DE RUPTURE



Un lecteur nous écrit

VIVENT LES COLONIES DE VACANCES !

- Un point de référence pour imaginer l'éducation socialiste
- La colo n'est pas fatalement une institution répressive

Dans plusieurs critiques du film « La meilleure façon de marcher », on trouve un premier paragraphe caractérisant la colonie ; c'est « un lieu d'asservissement et d'encadrement » dans *Politique Hebdo*, c'est le « nivellement des rapports par le plus petit dénominateur commun », dans *Rouge*, du 18 mars et l'on trouve enfin dans *Rouge* du 18 mars et l'on trouve enfin dans *Rouge* du 19 mars ce raccourci : « Vive les deux exutoires bien connus : la colo et le régiment ! » (...)

On constate ici le poids de l'idéologie dominante qui constamment et par des moyens divers cherche à dévaloriser l'image de la colonie : il y a la chanson fameuse de Pierre Perret, il y a les articles de la presse bourgeoise - surtout à l'occasion d'un des très rares accidents mortels - il y a l'image du moniteur boy-scout et un peu demeuré (« youkaidi », « youkaida ») et il y a enfin la politique du secrétariat d'Etat qui se fonde sur le caractère dépassé de la colonie.

Il y a une critique de droite de la colonie qui serait par rapport à l'idéal des vacances en famille, un pis-aller pour les enfants de pauvres et qui serait pour de mauvais parents une façon d'abandonner leurs enfants : la colo est alors assimilée à un orphelinat, et les enfants de la colonie sont au fond des pauvres malheureux qu'il faudrait plaindre. Il y a une critique de gauche, qui à partir des formes répressives d'organisation de la colo assimile celle-ci au régiment. Ces deux critiques ont, en l'état actuel des choses des points de convergence bien inquiétants. (...)

Rappelons que la colonie accueille des enfants issus en grande partie du prolétariat en particulier des enfants de travailleurs immigrés, de chômeurs, etc. D'autre part, un grand nombre d'entre elles sont organisées par des comités d'entreprise ou des municipalités de gauche, autrement dit, par des émanations, même réformistes, du mouvement ouvrier. Il existe

souvent au sein d'une même entreprise deux sortes de colonies, celle du patron et celle du comité d'entreprise (par exemple : « Les enfants du métro », et les colos de la RATP), et cette opposition porte aussi sur la conception de la colonie. Enfin, le pouvoir d'Etat n'encourage pas cette « entreprise d'asservissement » que serait la colonie, mais bien au contraire, l'attaque au niveau financier.

Tous ces éléments montrent que la colo n'est pas fatalement une institution répressive.

1.- La « colo » est un lieu de vie collective où les enfants sont extraits de l'école et de la famille pour mener une vie de groupe pendant un mois. Où pourrait-on trouver une telle situation ? (...)

2.- Les rapports entre enfants et adultes qui se créent dans une colonie progressiste sont tendanciellement débarrassés de la soumission à l'autorité et au savoir, des contraintes de réussite, de l'idéologie individualiste, de la hiérarchie, etc.

3.- Les adultes participent à un travail collectif d'éducation qui remet en cause les principales de spécialisation des tâches et particulièrement la transformation en métier des tâches d'éducation. (...)

4.- Les enfants « font » des jeux et des activités, ils renouent avec l'attitude ludique, essentiellement sociale, qui est tuée peu à peu par l'urbanisme capitaliste et découvrent des activités qui échappent à la passivité et à la logique productiviste.

la colo peut donc être un lieu où se passent des choses qui seraient impossibles entre les quatre murs d'une classe, devant le poste de TV familial, ou dans un parking de HLM.

Avec les limites que crée son insertion dans la société capitaliste, la colonie de vacances est un champ d'expériences extrêmement riche et le point de référence obligé de ceux qui veulent imaginer ce que serait une éducation socialiste. Dans les équipes d'encadrement, dans un mouvement de masse comme les CEMEA (Centres d'entraînement aux

méthodes d'éducation actives, organisme de formation de moniteurs et de directeurs), s'accumule une réflexion et une pratique irremplaçable.

Il faudrait donc que soit comblé le fossé entre les organisations et la presse d'extrême-gauche et les militants engagés dans ce secteur d'intervention, par exemple par la création d'un moyen de coordination, de confrontation et d'échanges.

Manuel Perez

APPEL DES LYCEENS DE LENS

« Après l'appel à la mobilisation » contre la loi Haby lancée par l'UNCAL (mais qui sont donc passées les coordinations nationales des années précédentes de la part des Comités de lutte ?), les lycées Condorcet, Technique, St Paul, de Lens appellent à une coordination régionale le Vendredi 2 avril à 14 h 30 à l'Hotel de ville de Lens pour discuter comment il serait possible, dans la mesure de nos forces, de relancer un mouvement de protestation après les vacances de Pâques. »

LA BUGADA

POETAS D'ENQUEL

MOBILISATION GENERALE en LANGUEDOC pour TRAVAILLER et VIVRE au PAYS

RENETZ PAS DE VERGONNE DESTRE...

...CHOMEUR !...

ATTENTION ! Nouvelle adresse LA BUGADA 83090 SALERNES

SOMMAIRE :

- Page 1 ENTRE MOI & MONSIEUR
- Page 2 REFLEXION SUR LA SITUATION REGIONALE
- Page 3 LETTRE OUVERTE A MONSIEUR GIRAUDOT H.F.
- Page 4 HISTOIRE POPULAIRE

100 exemplaires - 1000 exemplaires

PEINE DE MORT

Lecanuet veut accoutumer les Français à l'usage « sélectif » de la guillotine

Brève rencontre avec le garde des Sceaux
M. Jean LECANUET confirme : «oui» à la peine de mort «à la carte»

Interview de Lecanuet dans *Nice-Matin* du 29 mars

L'association française contre la peine de mort, qui a obtenu trois millions de signatures dans une campagne organisée du 1^{er} octobre au 27 décembre dernier, « s'étonne des résultats d'un référendum organisé récemment par un quotidien parisien (*Le Parisien libéré*), qui se veut authentique et qui tend à prouver que 99 % des français sont pour la peine de mort ».

Soulignant que ce référendum ne s'adressait qu'à la seule clientèle du journal « qui est loin de refléter l'opinion de tous » elle s'étonne « qu'on puisse une fois de plus abuser la crédulité publique par des conclusions hâtives ».

Ce qui n'empêche pas Lecanuet, garde des Sceaux, d'abonder dans le sens du *Parisien*. Dans une interview,

publiée par *Nice-matin* du 29 mars sous le titre alléchant « oui à la peine de mort à la carte » (?), il propose libéralement de supprimer la peine de mort dans les cas où, de toute façon, ce verdict « est une mesure théorique rendue inutile par le jeu des grâces et des réductions ultérieures de peine », bref dans le cas où elle n'est qu'un ornement de code.

On sent la nostalgie percer dans le ton de Lecanuet. Par contre, insiste le ministre, « son pouvoir de dissuasion, son exemplarité, gagnerait en efficacité si elle était maintenue à l'encontre d'auteurs de crimes particulièrement odieux (tels la prise d'otages ou morts d'enfants) ».



Spontanément, Lecanuet retrouve le ton des lendemains de l'affaire de Troyes. Sous prétexte de lutte contre la criminalité « odieuse » (?), il s'agit d'accoutumer l'opinion à un usage sélectif mais sans appel de la guillotine ; on se souvient qu'avant-hier, le *Parisien* affirmait que 70 % des français étaient pour la suppression du droit de grâce présidentiel. Et demain, les Lecanuet, les Poniatowski viendront nous expliquer que la notion de crime « odieux » doit être étendue et que l'arme absolue contre l'« insécurité », c'est décidément la guillotine. On connaît la musique...

La Bugada est le bulletin du « comité d'information et de défense de la Provence intérieure », paraissant deux fois par trimestre. Rédigé en français et en occitan, il fait la chronique des luttes régionales.

Au sommaire du n° 19 :

- Une étude des menaces qui pèsent sur l'emploi dans les bauxites du Var
- Le camp de Canjuers
- La réforme Haby et les langues régionales
- Une étude sur l'insurrection Varoise de 1851, un moment d'histoire populaire sur lequel nos manuels de classe passent en une ligne.

La Bugada : BP 25, 83 690 Salernes.

Un livre de Jacques Bergier La troisième guerre mondiale est commencée

- Bergier a lu Marcellin et il a découvert « Interterror »...

Quand il ne s'occupe pas des mystères des civilisations disparues ou des objets volants non identifiés, comme à la belle époque de la revue *Planète* qu'il dirigeait avec son ami Louis Pauwels, Jacques Bergier ne dédaigne pas disserter sur ce qu'il appelle la guerre secrète. Il prétend avoir quelques compétences en la matière, et ne rate aucune occasion de rappeler

que son action de terroriste pendant la 2^e guerre mondiale lui a valu le titre de Chevalier de la Légion d'Honneur. Depuis, il fréquente assidument tous ceux qui, de près ou de loin, « font » dans le renseignement, la contre-guérilla et le contre-terrorisme.

Dans son dernier bouquin, *Bergier nous entretient donc de la 3^e Guerre mondiale*. Qu'on le sache bien, elle n'est en rien une hypothétique cataclysmes à venir : elle est commencée, elle se déroule sous nos yeux, nous en sommes les combattants ignorants. L'argument est d'une belle simplicité.

1. Le terrorisme est la forme moderne de la guerre
2. De bombe au Drug-Store en enlèvements d'otages, en passant par Mai 68 et Carlos, la 3^e Guerre mondiale est commencée.
3. L'Occident est en train de la perdre.

Bergier voudrait nous en convaincre, il ne se veut ni moraliste, ni politicien, ni partisan : technicien seulement. Sa longue expérience lui a appris à lire le dessous des cartes des grands affrontements internationaux, il se déclare convaincu de l'existence

d'une Internationale du terrorisme — par commodité il l'appelle *Interterror*. Ça rappelle quelque chose ? Bergier ne le nie pas : « On peut ricaner lorsque Marcellin parle d'une conspiration internationale. Il a pourtant raison ». *Interterror* existe, est née dans la foulée de la Tricontinentale, ses cadres professionnels ont une permanence des camps d'entraînement à Ostrava en Tchécoslovaquie, à Benghazi en Libye. Bergier a des renseignements par faitement mis à jour. Il sait, bien sûr, qu'en 1968 « les divers mouvements français qui étaient engagés ont reçu, ensemble, un milliard de francs lourds, provenant de Bruxelles » (de Bruxelles ?... tiens donc !). Il sait aussi qu'en avril 75 s'est tenue à Biarritz une réunion des principaux mouvements terroristes destinée à faire le point sur la situation mondiale : « Parmi eux, le Front communiste révolutionnaire », organisation ultra-maoïste selon Bergier : ou plutôt selon *Minute* puisque telle est ici sa source.

L'Allemagne de l'Ouest, dénonce Bergier, est le ventre mou de l'occident, avec son incurable tolérance à l'égard des terroristes de tous poils. « Les terroristes y font leur temps de

prison dans un parfait confort et peuvent même recevoir J.P. Sartre qui peut ensuite déclarer qu'il ne trouvait pas les cellules vraiment confortables ». On a compris que Bergier faisait ici référence aux conditions de détention de Baader et de ses camarades. Qui a vu la photo d'Holger Meins sur son lit de mort saura apprécier l'humour du propos. Parce qu'il ne manque pas une occasion de rappeler ses faits de la résistance, Bergier entend évaluer à leur juste mesure les « terroristes » de son temps. Che Guevara est ainsi classé dans la catégorie des « minables touchants » à qui il ne faut pas confier « un maquis de combattants à Fouillis les Oies ».

Mais par-delà ces vétilles il y a un danger contre lequel Bergier nous met en garde : l'arme atomique. Celle du moins que pourraient fabriquer des terroristes un peu fous et très bricoleurs, s'ils s'en donnaient la peine. Le vol d'uranium ou de plutonium est tellement facile ! La théorie de Bergier rejoint cocassement celle de l'oncle à Boris Vian dans la « Java des bombes atomiques ». Une bombe peut être petite, l'important c'est « l'endroit où c'est tombé ». « Une bombe d'un kilotonne explosant également à Was-

hington devant le Capitole à un moment où le Sénat et la Chambre des représentants sont réunis et où le président délivre le message annuel sur « l'état de l'Union » détruirait toute la Cour Suprême, les deux Chambres, tous les membres du gouvernement, les chefs d'Etat-major bref, les *Stas-Unis* seraient totalement décimés ». Folamour-Bergier envisage donc d'inverser la logique et de prendre de vitesse les terroristes à la bombinette nucléaire : c'est sur Ostrava et Benghazi, ces hauts lieux du terrorisme international que les chefs d'Etat occidentaux devraient envoyer quelques bombes nucléaires tactiques. Pas directement bien sûr, par l'intermédiaire d'organisations non-officielles genre *guerrilleros du Christ-Roi* (que Bergier admire beaucoup pour leur efficacité) : prudence diplomatique oblige.

Que de pareilles aneries s'écrivent et se vendent dépasse largement le cas médicalement intéressant de Jacques Bergier. Ces discours de guerre froide à la sauce *Planète* sont tout juste un peu plus imaginatifs et plus débridés que le couplet d'un Chirac sur les chefs d'orchestre subversifs. Et ils vendent mieux.

J.F.V.



ROYAN A L'HEURE DE L'ASIE DU SUD-EST

UNE NOUVELLE REALITE

« Le rôle du festival de Royan continue d'être celui-ci — disent les organisatrices — montrer que l'humanité possède un cinéma que nous ne pouvons plus ignorer. » C'est ainsi que 1974, date de naissance du festival, fut consacré au cinéma latino-américain. 1975, au Moyen-Orient. Il y a une constante : dévoiler une région du monde peu connue, dans sa réalité géographique, culturelle et politique. 1976 : le Viet-Nam n'est plus victime de l'agression impérialiste ; le Cambodge et le Laos non plus ; la Chine aborde une période de crise. Bref, la carte politique et sociale est en train de changer : la construction du socialisme est à l'ordre du jour. La terre et les hommes meurtris du sud-est asiatique sont éclairés d'un jour nouveau. Les questions quotidiennement soulevées, dans des films militants, depuis une décennie se précisent. 1976, festival sur le sud-est asiatique et la Chine, le choix paraît donc légitime. Les films projetés veulent être l'image du tournant. Reste à voir si l'objectif est atteint. De toute façon, ces œuvres cinématographiques-là, elles aussi, portent témoignage de cette nouvelle réalité.

LAOS-CAMBODGE DEUX CINEMAS DIFFERENTS

Cinéma cambodgien et cinéma laotien ont été présentés le même jour au festival. Pour des raisons de programmation ou par une volonté délibérée ? Difficile, en effet, d'imaginer deux cinémas plus différents. Si l'un et l'autre entendent donner, à travers le Grunk et le Pathet Lao (1), le point de vue des combattants indochinois sur leur propre lutte, le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont une compréhension complètement différente de leur réalité nationale, de leur histoire, de leur combat.

Le cinéma khmer d'abord. Si on en juge à travers les films présentés, pour lui, l'histoire n'existe pas. Ou plutôt, elle commence au renversement de Sihanouk. Mais entre la période des temples d'Angkor et la lutte contre Lon nol ; rien. Le rôle de Sihanouk avant le coup d'Etat n'est même pas mentionné ! Quant à la manière dont sont montrées les « masses », le « réalisme socialiste » est incontestablement au poste de commande. Dans les campagnes, les usines et au front, une population toujours héroïque, vole de victoire en victoire, dans un style grandiloquent. L'édification du socialisme ne rencontre plus aucun problème, tout va pour le mieux.

Peut-on dans ces conditions parler même de cinéma ?

On ressort de deux heures de projection avec une accablante impression de vide, de temps gâché. On ne sait rien de plus sur la vie et la lutte du peuple khmer, rien de plus sur le sens du combat des révolutionnaires cambodgiens...

Le film du Pathet Lao, s'il n'a pas non plus de qualités « cinématographiques » au sens où nous l'entendons est pourtant foncièrement différent. Son objectif est de faire découvrir comment la lutte d'un peuple, arriéré économiquement et dominé, plonge ses racines dans la réalité nationale, culturelle et même religieuse traditionnelle face à l'agression de l'impérialisme le plus puissant militairement et économiquement. Il s'attache à montrer la vie des masses paysannes, comment dans la lutte se transforme le vie quotidienne, les rapports entre les gens, comment se construit une nouvelle réalité sociale dans les zones libérées. Peu à peu apparaît une culture, un mode de vie propre. Peu à peu se dégage comment s'entremêle une réalité nationale et une lutte qui se place implicitement dans le cadre du socialisme et du mouvement ouvrier international. C'est alors la fusion entre ces deux aspects qui permet de comprendre fondamentalement la victoire des peuples indochinois.

Finalement, à travers ces divergences cinématographiques, il semble bien que c'est une évolution différente des Etats laotiens et cambodgiens qui transparait.

(1) Grunk et Pathet Lao : mouvements révolutionnaires cambodgiens et laotiens, ayant dirigé la lutte de libération nationale.

(suite de la page 1)

Et c'est compréhensible. L'impérialisme culturel inonde de ses films le Tiers-monde, imposant l'Américain Way of Life, mais refuse le droit aux autres de s'exprimer et de se faire connaître du public occidental. Vouloir sortir de l'ombre un cinéma que l'on ignore, présenter autre chose que, « Kung-fu », les super-productions de Hong-Kong, voilà qui n'est pas du goût des potentats occidentaux de la culture.

Alors certes, le grand public ne se déplace pas en masse à Royan. Le public local de cette ville de retraités est quasi inexistant. Viennent ici les journalistes, les jeunes, étudiants pour la plupart, intéressés par les problèmes posés. Les producteurs, eux non plus ne se déplacent pas, ce qui explique que la majorité des films présentés - la plupart inédits -

ont peu de chance d'être mis à l'affiche. D'ailleurs pourquoi se déplaceraient-ils ? Ce festival ne permet pas de juteuses affaires comme au festival-foire de Cannes.

Mais alors qui peut soutenir l'existence d'un tel festival, d'un tel cinéma ? Il apparaît aujourd'hui essentiel que les militants et organisations révolutionnaires, s'aventurent en ce domaine. Le développement de cette expression cinématographique est aussi le reflet de l'affaiblissement, sur le terrain culturel, de la domination impérialiste.

Il ne nous est pas indifférent que puisse apparaître un cinéma, exprimant la réalité nationale et culturelle de peuples luttant pour leur indépendance.

Pierre PAGANI Frédéric CARLIER

LE « HEROS POSITIF » COREEN

« L'art ne peut être que politique ». « Il doit servir à élever la conscience des travailleurs ». « L'art pour l'art, cela n'a pas d'intérêt ». Il nous est impossible de résumer ici une discussion que nous avons eue, pendant un heure, avec les représentants de la République démocratique et populaire de Corée. Mais il est important de rendre compte de deux films inédits, présentés à Royan. Ces films sont produits et réalisés par l'institut coréen du cinéma. Ils doivent servir à l'explication de la ligne du parti.

petite bouquetterie a pour base un scénario, écrit par le « grand leader » Kim Il Sung, qui servit de base à une pièce de théâtre en 1930. Il a été adapté au cinéma en 1972. Son objectif, présenter aux « jeunes générations » la réalité de la vie des paysans soumis et exploités par les propriétaires fonciers. Cela pendant l'occupation japonaise, avant la révolution. A travers la vie d'une famille coréenne, le film veut montrer la résignation et la difficulté de la prise de conscience des masses paysannes et

juste du « grand responsable Kim Il Sung. »

L'autre film, *les lamineurs*, tourné aussi en 1972, permet de percevoir quelques éléments de la réalité sociale coréenne. On nous présente la lutte d'ouvriers lamineurs pour la production. On décortique sous nos yeux les rapports conflictuels entre cadres et ouvriers, parti et cadres. C'est un peu *La prime* version coréenne. C'est en 1957 que se déroule l'action. 1957, c'est la fin de la guerre, c'est une économie à reconstruire. Le plan prévoit pour cette usine la production de 90 000 tonnes d'acier. Pour remplir cet objectif, deux « lignes » vont s'affronter. Celle des ouvriers qui s'appuie sur la théorie : « compter sur ses propres forces » et veulent doubler la production en conservant l'ancien matériel. L'autre ligne, « c'est la voie facile », les cadres proposent d'importer une nouvelle usine. La « ligne juste », celle du Comité central, triomphera contre les conservateurs.

Que ressort-il de cette démonstration de deux heures ? D'abord les conflits portent sur l'APPLICATION du plan. A aucun moment du film, cette « ligne juste », ces choix ne sont contestés. Mais l'idée force est que le rôle de moteur social de la révolution revient à la classe ouvrière, à travers sa foi et son ardeur à appliquer les décisions politiques et économiques du parti et du grand leader. Pendant ces deux heures, les éloges au « grand responsable » Kim Il Sung sont omni-présents. A la fin du film, ouvriers et cadres jurent d'être « dignes de la paternelle bienveillance de notre grand dirigeant ». Cet étalage du culte de la personnalité est plus difficile à avaler que les privilèges matériels des cadres qui n'apparaissent pratiquement pas dans le film.

Les travailleurs coréens, voyant le film, doivent comprendre que ce qui les choque, — les attitudes bureaucratiques des cadres auxquels ils sont confrontés — ne sont pas le produit d'un système, de l'organisation de la société, mais qu'il ne s'agit que d'« erreurs » d'individus, et qu'ils peuvent compter sur le parti pour s'y opposer.

Ce qui frappe d'ailleurs, c'est que l'ensemble de l'organisation sociale n'apparaît qu'au travers d'individus : l'ouvrier, le chef d'équipe sont seuls contre le cadre ; le parti est représenté par un vieil homme qui, lors de discussions individuelles, prodigue ses conseils aux cadres et aux travailleurs ayant fait des erreurs. La contestation des erreurs est, elle aussi, individuelle, sauf, peut-être à la fin du film, lorsque les ouvriers de l'équipe entrent dans la salle où se tient une réunion des cadres en apportant la preuve technique que la production peut être doublée.

Il n'existe néanmoins aucun cadre dans lequel les travailleurs pourraient débattre et surtout exercer leur pouvoir.



Une scène des *Lamineurs* : l'équipe, et son chef qui lève le poing, félicite le jeune ouvrier,

auparavant dissipé, qui a conçu le projet d'une grue géante...

Le cinéma étant considéré comme une arme dans la formation de la conscience des travailleurs socialistes. Si les thèmes doivent coller à la ligne du parti, les réalisateurs semblent bénéficier d'une certaine autonomie dans la réalisation. La production artistique centrale est importante, mais l'accent est mis sur le développement de la réalisation et de l'expression artistique des masses. « Un communiste doit avoir un niveau culturel, politique et artistique très élevé. C'est par le développement culturel et la prise en charge de l'art par les masses que nous y arriverons » nous a dit un représentant coréen.

Un scénario du « grand leader »

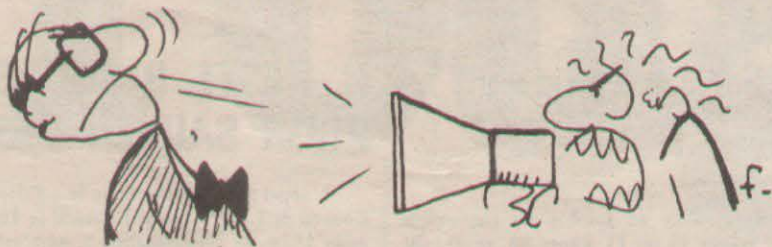
Alors parlons des deux films. La

comment cette résignation peut laisser place à la révolte, qui ne peut aboutir sans la conscience de la nécessité de la lutte révolutionnaire armée.

Mais cette démonstration est largement masquée, dévoyée par l'aspect profondément simpliste et larmoyant du film. Une seule comparaison vient à l'esprit : *Les misérables* de Victor Hugo.

L'objectif d'un tel film est troublant. On peut se demander en effet s'il n'a pas pour seul but de faire dire aux jeunes coréens : « Avant, il y avait la misère, aujourd'hui tout est bien. » Ce qui heurte surtout c'est la présentation du militant communiste sous les traits du héros positif. Héros guidé bien sûr par la ligne

prise de parole



JAZZ-ROCK REAC ?

Dans le quotidien du vendredi 26, un long article en page 10 traite du jazz-rock, abattant dès le titre sa carte maîtresse : « jazz + rock = dollars ». Un titre dont les termes posés à gauche du signe d'égalité sont susceptibles d'être remplacés par n'importe quoi (« Mozart + Barenboim = dollars » par exemple) (...)

Un filon inépuisable, mais...

Heureusement l'article de P.F. Domaine est plus argumenté sur le fond. J'y vois deux niveaux : l'un consiste à montrer la rentabilité économique, pour les maisons de disques, des nouvelles formes musicales qui émergent au sein de ce qu'il est convenu d'appeler (improprement) la « pop-music ». A ce titre, il est incontestable que le rock, sous toutes ses formes, hard rock, rock décadent, rock allemand, jazz rock, est un filon inépuisable, un long boyau monétaire au sein duquel un produit en pousse un autre. Le second niveau concerne l'analyse du « jazz rock » proprement dit. Et c'est ici que les problèmes se posent. Si j'ai bien compris ce qu'écrit Domaine, il y a d'un côté une musique incitant à l'action (le free jazz), musique de révolte à la fois sociale et musicale, musique concernante, et de l'autre les avatars dégénérés du jazz et du rock, soupe informe, gommant les contradictions, bref démobilisatrice, socialement et musicalement. Il est indiscutable que dans la production jazz rock il y a des dérapages sérieux, des redites misérables dont le seul but est de faire du fric. Mais ceci ne vaut-il pas pour tout genre musical ? Le « soft machine » (Soft n° 4) hier ou « Gong » aujourd'hui (cf. « Shamal ») mêlent les genres pour, en fin de compte, « créer » une musique dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne gomme pas les contradictions. Comment parler de la simple constitution d'un « climat », alors que l'intérêt musical se rejoue sans cesse, en faisant se télescoper des rythmes différents, des formes musicales souvent opposées ? Et c'est bien là ce qui fait du rock autre chose qu'une musique de super-marché, cette « now-music » qui dans un pays comme les USA envahit la vie sociale, dans les gares, les grandes surfaces commerciales, etc. Imaginons un instant le violon électrique de J.-L. Ponty (jouant avec le « Mahavishnu Orchestra » dans « Visions of the Esmerald beyond ») se déchaînant aux Galeries Lafayette un samedi après-midi !

La violence et la révolte

Le problème de fond posé par la musique rock, du point de vue politique, est, à mon sens, celui du rapport avec la violence et la révolte de son public, à qui elle doit le meilleur de ce qu'elle est. Domaine écrit : « le rock gomme toute violence, tout paroxysme, arrondit systématiquement les angles ». Affirmation surprenante. Précisons pourtant : il est vrai qu'une certaine musique issue du rock, musique « cool », prise dans une chaîne socialement signifiante composée, entre autres choses, par les drogues douces, les mystiques pseudo-

orientales etc. joue assez largement cette fonction.

Par exemple, le rock allemand (Tangerine Dream, Klaus Schulze...) est nourri de Terry Riley et, grâce à l'utilisation du synthétiseur (difficile d'expliquer ici ce dont il s'agit...) peut étirer une note à l'infini, créant une impression étrange de répétition, un climat musical qui envoûte au sens le plus strict du terme. Procédé appris par Riley au contact de la musique balinaise qui, liée à la danse, joue un rôle de socialisation de la violence. Musique balinaise qui ne connaît pratiquement pas de modulations et amène les danseurs à la transe avec, dans le cas du « barong », retournement de la violence contre soi, les participants en transe essayant de se poignarder. On le voit ici, la violence n'est pas exclue, elle est intériorisée. C'est là un des dangers, du point de vue social, de cette musique « cosmique » qui joue plus qu'un rôle démobilisateur (certainement à l'insu de ceux qui la composent).

Et le jazz rock ?

Et le jazz rock ? Au-delà de la mystique frelatée d'un John Mac Laughlin (qui soit dit en passant, a arrêté les frais), il reste un traitement de la matière sonore différent, qui n'amène pas de déconnexion, de perte de contact avec le réel. Simple-ment la violence est médiée, elle n'est pas livrée brutalement, avec les effets de scène y afférant (guitares de 2000 balles brisées contre les amplis, etc.) des rockers traditionnels et de leur rejetons attardés et un peu ringards du genre « Doctor Feelgood ». C'est que le public est différent : comparez celui d'un concert des Soft ou de Weather Report et celui d'Higelin. Dans le premier cas des intellectuels, étudiants le plus souvent, dans l'autre les fameux « loubards » qui souvent ne sont rien d'autre que de jeunes travailleurs en cuirs noirs. Dans un cas, une révolte médiée socialement que les riffs de guitare, depuis longtemps éculés, ne motivent guère, de l'autre la révolte à l'état brut qui demande des consignes simples. Ce qui ne signifie nullement un mépris grand seigneur pour les « heavy metal bands » et le hard rock, qui, en concert, ont un singulier pouvoir d'attraction, mais bien qu'une critique « marxiste » doit aussi prendre en compte ce qui fonde les différences avant de jeter les anathèmes.

Ni excommunier, ni flatter

Le rock est né d'une certaine violence, pour l'essentiel individuelle, et son évolution correspond aux avatars de cette révolte, aux couches sociales qu'elle engage, aux modes d'expression qu'elle implique. Il ne s'agit pour nous ni d'excommunier, ni de flatter ; la violence n'a pas un sens en soi. Mais il s'agit d'en tenir compte toutes les fois que nous nous adressons à ceux qui écoutent ces musiques et de leur montrer pourquoi la révolte existe et où elle doit aller si ils ne veulent pas que ce qui est possible ouverture sur des problèmes sociaux réels (la musique doit donner à penser et à agir) ne se transforme en morne spectacle du pas cadencé.

M. Coutty

dans l'objectif

PROVINCE

QUIMPER

La librairie Calligrammes, 31, rue des Régulaires, organise (en coproduction avec sa consœur Graffiti de Brest) une exposition « Autour du surréalisme jusqu'au 6 avril. Sont exposées : une vingtaine de toiles, sculptures, etc. Plusieurs revues, lettres, photographies et des livres-objets.

SEDAN

L'exposition organisée par la MJC sur la Bande dessinée continue jusqu'au 10 avril. Une notable partie des dessins exposés est consacrée au dessin politique. Voilà un intéressant sujet de discussion. Pourquoi croyez-vous que nous passons chaque jour un dessin en

première page de Rouge quotidien.

LYON

Rory Gallagher est à la Bourse du travail. Non, ce n'est pas le poisson du jour ! Pour en savoir plus sur Gallagher, reportez-vous à votre numéro de Rouge du 29 mars. Les copains qui ont assisté à son show au Palais des sports à Paris l'ont trouvé très en forme et même déchaîné.

Au demi-théâtre de Basile, bateau Théâtre ambulant, les Fresmols et Cie présentent Duel jusqu'au 10 avril. Du mime, de la pantomime, du mimodrame...

ROYAN

Au festival, dont nous rendons compte sur la page ci-contre et sur lequel nous reviendrons, la journée est consacrée au cinéma de

Thaïlande, de Malaisie, de Singapour et des Philippines. Quoi, madame Bouzigues, même ces gens-là savent se servir d'une caméra ? Triste époque....

BANLIEUE

AUBERVILLIERS

Le théâtre de la Commune poursuit la représentation du rire du fou de Gabriel Garran. 2, rue Edouard Poisson. Tél : 833 16 16 — 20 h 30

PARIS

THEATRE

A la « Porte de la Suisse », deux pièces d'Alfred Jarry :

Ubu sur la butte, et Le vieux de la montagne. 20 h 30 — 11 bis, rue Scribe — tél : 073 63 60 — M° Opéra Et, chose rare, l'entrée est libre !

SPECTACLES

Au café d'Edgar. Tous les soirs à 19 h : Sklof (musique celtique) — 58, bd Edgar Quinet — Tél : 326 13 68 —

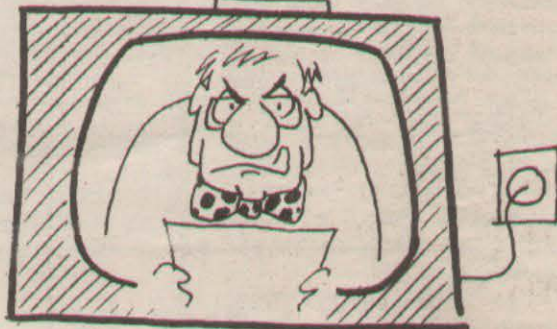
POUR LES ENFANTS

PARIS

Le nouveau cirque de Paris accueille Annie Fratellini qui présente l'Ecole nationale du cirque. Aujourd'hui et demain à 20 h 30, le mercredi et le samedi à 15 h, le dimanche à 14 h 30 et 17 h. Pl : 20 et 30 F — Moins de 7 ans : 10 F. — 200, rue d'Alésia — M° Plaisance — 539 88 11.

télévision

BONSOIR...
AUSOIR D'HUI L'ACTUALITÉ
EST ABONDANTE
LÉON ZITRONE A RATÉ SON
BUS DE 7H17, HEUREUSEMENT
CELUI DE 7H27 AVAIT 10 MINUTES
D'AVANCE... ROGER GICQUEL
A ÉTÉ PRIS D'UN FOURIRE 2 MINUTES
AVANT LE PASSAGE A L'ANTENNE
ZITRONE QUI
PASSAIT PAR LA L'A REMPLACÉ
AU PIEDLEVÉ... LA MÉTEO: DEMAIN
L'ANTICYCLONE DES AGORES
SE DÉPLACERA EN CONCORDE...
DERNIÈRE MINUTE: DEMAIN
NOUS SERONS LE 2 AVRIL...



TF 1

- 17.10 **Cirque : le Billy Smart's Circus.**
Une émission de la BBC... où le cirque redevient, lins de Barnum, Pinder et C°, une véritable fête !
- 20.00 **Journal**
- 21.20 **L'événement**
Bien sûr l'événement aujourd'hui, c'est le premier avril ! Alors on peut toujours rêver, n'est-ce pas ? Pourquoi pas donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais à la télé : les cheminots sur leur grève, les soldats dans les casernes... Remarquez, on vous dit à l'histoire de passer le temps, vu qu'on connaît pas encore le menu de ce soir !
- 22.20 **Allons au cinéma.**
Avec le dernier film d'Alain Corneau (voir Rouge d'hier), Police Python 357 avec Yves Montand, Signoret... Rappelons qu'Alain Corneau avait sorti l'année dernière un film très intéressant sur la collusion entre les trafiquants de drogue et le pouvoir : « France. Société Anonyme. »

A 2

- 11.25 **Les matinées d'Antenne 2.**
Pour ceux qui font la grasse matinée, une émission passionnante sur le théâtre engagé : à partir de Stanilawski en passant par Meyerhold et Brecht.
- 20.00 **Journal**
- 20.30 **Monsieur Le Trouhadec saisi par la débauche. (Une pièce de Jules Romains).**
Ça date de 1923 et le moins que l'on puisse dire c'est que c'est pas vraiment du théâtre engagé ni vraiment d'avant-garde... Pour les amateurs d'archéologie seulement...

FR 3

- 19.40 **Tribune libre.**
Ce soir : Alain Krivine (1)
- 20.30 **Une sacrée fripouille.**
Film américain d'aventures avec George C. Scott (1967).
Contrairement à ce que le titre laisse entendre, il ne s'agit pas du tout de la vie d'un politicien « indépendant » bien connu, mais plutôt des pérégrinations de joyeux lurons dans une Amérique encore rurale !

(1) poisson d'avril !

RECTIFICATIF: l'article que nous avons publié hier (n° 14- Histoire de la pensée, Histoire du langage?) sous le titre: Pour en finir avec la conception idéaliste du langage peut prêter à confusion: il a été rédigé également par le collectif Wunderblock et non par la rédaction.



DASSAULT: Les ouvriers décident 5 minutes et 10 secondes de travail par jour !

Les négociations engagées au niveau du trust avec la direction de Dassault se poursuivront la semaine prochaine. D'ores et déjà elle a reculé sur un certain nombre de points : reconnaissance du salaire mini dans l'entreprise à 2000 F, base quarante heures, garantie de 2 % de progression du pouvoir d'achat (mais sur la base de l'indice truqué de l'INSEE), reconnaissance du décalage des salaires Dassault par rapport à d'autres entreprises, et accord pour appliquer la grille qu'il y a

« Production 0,01 », c'est le mot d'ordre que vient de lancer le cartel CGT pour étendre la lutte à l'ensemble du trust. L'idée est simple : « Que nous a proposé la direction aux négociations ? 0,01 ! Dans ces conditions, combien fait-il faire de production ? 0,01 ! ». Autrement dit : 5 minutes et dix secondes par jour de travail effectif !

La paralysie

Une mobilisation très forte existait déjà sur toutes les usines du trust. Mais maintenant, la lutte s'étend rapidement : A Bordeaux, mardi, a eu lieu une réunion des deux usines : celle de Martignas très chaude, et celle de Mérignac, qui est restée plus en retard dans la lutte. Après cette réunion, ceux de Mérignac n'ont pas repris le travail : ils sont dans l'usine, et ils ont décidé à leur tour de couler la production.

A Boulogne, tous les quarts

d'heure, c'est un débrayage de cinq minutes qui a lieu. Vu le type de fabrication, la production est réduite à peu de choses.

Au début de la semaine prochaine, des manifestations auront lieu dans les différentes villes. Et, il n'est pas impossible qu'une nouvelle montée à Paris de toutes les usines soit décidée à l'occasion des prochaines négociations. Jusqu'ici l'unité a été totale entre la CGT et la CFDT pour continuer l'action et la durcir.

à la SNECMA (mais la valeur du point y est une valeur minima respectée : 11 francs 40 ou 11 francs 80, ce qui est très faible).

Ces propositions montrent que la mobilisation des travailleurs déjà obligé Dassault à rompre la discipline du patronat, au moins sur la question du pouvoir d'achat. Mais pour les travailleurs, elles sont encore loin du compte ; et la décision a été prise d'intensifier la lutte.

D'ambiance est bonne : dans un coin, un jeu de fléchettes ; un filet de volley est étendu au milieu de l'usine : d'autres jouent aux cartes. Il y a des discussions partout.

Les travailleurs sont décidés à tenir, et à ne pas lâcher sur leurs revendications. Ce matin, ils ont décidé qu'ils graisseront les machines et tous les outils. Au cas où le conflit durerait...

Correspondant

A Martignas : Un parfum de Mai 68

Mais l'usine qui reste en flèche sur le trust, c'est celle de Martignas, où règne maintenant un climat qui rappelle un peu Mai 68 : plus de travail du tout. Le soir, chacun rentre chez soi, mais dans la journée tout le monde reste à l'usine, où la grève est suivie à 100 % (excepté la maîtrise). Même ceux qui ne débrayaient jamais la font.

Landes

8000 TRAVAILLEURS DE LA FORET S'EXPLIQUENT

Depuis toujours dans les Landes, la seule ressource industrielle c'est la forêt. Aujourd'hui, ce sont 8000 travailleurs (gemmeurs, bucherons,...) qui ont refusé de quitter la forêt, 8000 travailleurs qui en ont assez de peiner souvent 10 heures par jour pour le plus grand profit des trusts de la papeterie et de la chimie, comme St Gobain.

Ainsi, le patronat local refuse tout accord sur les salaires depuis janvier 1975 et licencie à tous les bras. Le métier de gemmeur résinier, qui est saisonnier, a longtemps été la seule ressource de ceux qui refusaient de s'expatrier pour chercher du travail en ville ; et pourtant, les gemmeurs sont parmi les plus misérables des salariés agricoles ; leurs ressources sont dérisoires. De plus 1200 d'entre eux ne sont pas payés depuis deux mois, et il est prévu, là aussi, des licenciements massifs. Lorsqu'on sait qu'un bûcheron sur trois est victime d'accident du travail du fait du salaire à la tâche, on comprend pourquoi, dans la forêt des Landes, on passe de plus en plus de la misère à la révolte.

Hier, de neuf heures du matin à cinq heures du soir, le syndicat CGT des travailleurs de

la forêt organisait à Bordeaux une journée forestière pour exposer à l'ensemble des travailleurs de la région, leurs problèmes et leurs revendications. Des délégations ont eu lieu aux syndicats patronaux, à la chambre d'agriculture et à la direction du travail. Plus de 500 travailleurs de l'industrie forestière des Landes se sont donc retrouvés sur les allées Tourny à Bordeaux. Des banderoles significatives : « Travailleurs émigrés, français, tous unis dans la même lutte », « Nous voulons gagner notre vie au pays ». Parmi eux, ce nombreux travailleurs immigrés.

Un responsable CGT a pris la parole pour dénoncer la responsabilité du gouvernement, mais en n'offrant comme seule perspective que celle de « renforcer la CGT », et d'attendre... l'application du Programme commun. Les travailleurs landais de la forêt sont de plus en plus conscients que la solution réside « en haut » ; eux aussi, ils savent que ce gouvernement anti-ouvrier est minoritaire dans le pays, et ils n'attendent pas 1978 pour empêcher la liquidation de ce secteur « non-rentable » de l'économie.

Correspondant

UN HOMME DU GOUVERNEMENT A LA TETE DE L'AFP ?

Dans un communiqué que la direction de l'AFP refuse de diffuser, le Syndicat national des Journalistes « s'inquiète de l'annonce de la prochaine nomination de M. Henri Pigeat au poste de Directeur général adjoint de l'Agence France-Presse. Il lui paraît peu opportun que l'homme qui est encore chargé à la tête du SID (ex-délégation générale à l'information) de la propagande gouvernementale devienne le responsable n° 2 d'un des plus importants rouages de l'information nationale ».

Cette désignation serait lourde de conséquence, puisqu'il est de tradition

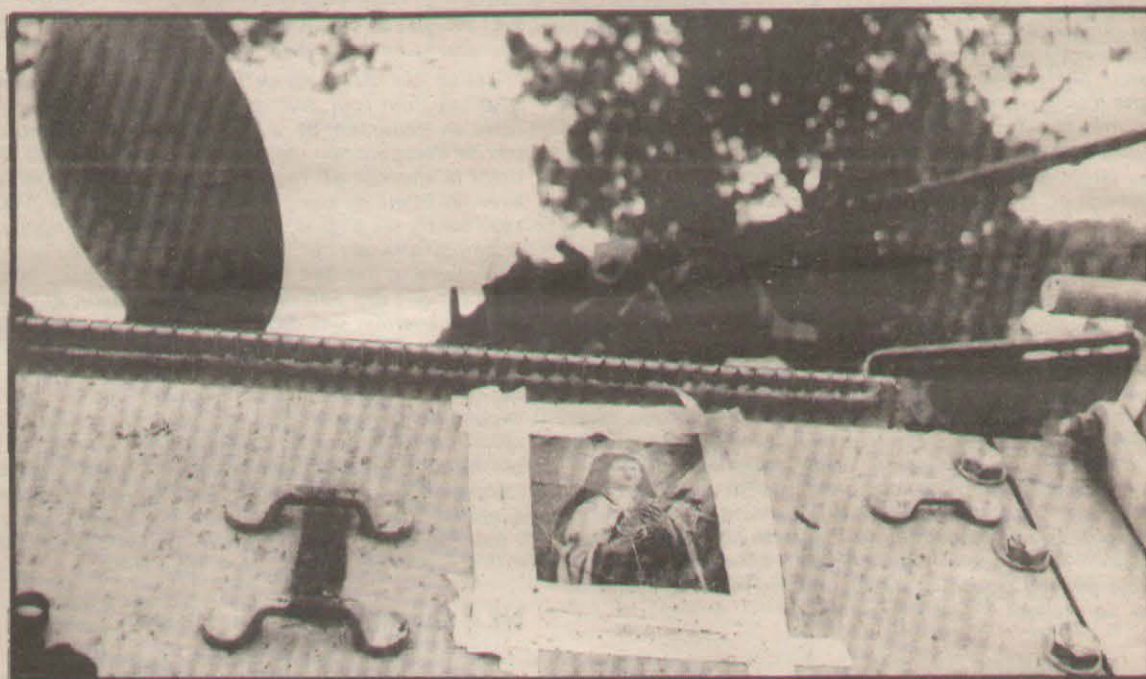
à l'AFP que le responsable n° 2 soit le mieux placé pour devenir, le moment venu, le n° 1, comme le souligne un communiqué de la CFDT.

Déjà l'an dernier, le gouvernement avait tenté d'imposer un de ses hommes à la tête de l'agence, lors de la démission du précédent PDG. Les syndicats de l'AFP avaient fait échec à cette tentative, et obtenu que soit écarté Huret, ancien ambassadeur à Bruxelles, au profit de Claude Roussel, actuel PDG et ancien n° 2.

L'intersyndicale de l'AFP se réunit ce matin afin d'envisager les moyens de faire céder la direction de l'AFP.

LIBAN

UNE REDISTRIBUTION DES ALLIANCES



« Notre-dame-de-la-paix » ! placardée sur un véhicule blindé M113 allant bombarder les positions progressistes du village de Majdel Tarchiche.

Les combats se sont légèrement ralentis depuis mardi. Le blocage des armes et munitions à la frontière syrienne freine la progression des forces de la gauche. Néanmoins, Kamal Joublatt, le porte-parole des organisations réformatistes, continue à refuser la mise en place d'un cessez-le-feu sans qu'il ait reçu des assurances sur l'issue politique des affrontements. Il exige la démission du président de la république, l'élection de son successeur par la Chambre des députés et la promesse d'une solution impliquant la laïcisation de l'Etat.

D'autre part, l'avance de militants de la gauche commence à provoquer une grande effervescence internationale. Kurt Waldheim, le secrétaire général des Nations Unies a demandé la réunion du conseil de sécurité pour discuter de l'« affaire libanaise ». Le conseil des ministres en France a déclaré : « le gouvernement est prêt, en liaison avec les dirigeants intéressés à prendre les initiatives nécessaires en vue de revenir au cessez-le-feu, de rétablir le fonctionnement des institutions et de permettre la recherche de solutions politiques durables ».

La Syrie aurait déjà massé 17 000 soldats à la frontière libanaise prêts à intervenir dès que le gouvernement de Damas serait assuré de la passivité de l'Etat sioniste.

IL RESTE 8 JOURS POUR SAUVER DESMOND TROTTER !

L'appel interjeté auprès de la « Privy Council de Londres ayant été rejeté le 18 mars 1976, la condamnation à mort est exécutable 21 jours après, soit le 8 avril 1976. Un comité de défense contre l'exécution et pour la révision du procès vient de se constituer à Paris, à l'appel d'Aimé Césaire, député de la Martinique, Daniel Guérin, écrivain, Michel Leiris, ethnologue, Sally N'Dongo, UGTSE, Abbé Manlius, aumônier Antilles-Guyane, Georges Casalis, pasteur.

Le comité rappelle que « les preuves apportées au jugement sont actuellement inexistantes : le policier qui a fait le rapport assure qu'il n'est pas spécialiste en balistique (...) la jeune fille de la Trinidad qui avait déclaré que Desmond Trotter avait tué, s'est rétractée devant le juge de la Trinidad, disant que la police dominicaine l'avait achetée. Le jeune Trotter a perdu son avocat : celui-ci a été

assassiné dans des conditions qui restent mystérieuses ! Le comité lance donc un appel pour que dans le court laps de temps qui reste d'ici le 8 avril, des télégrammes soient envoyés à :

— l'ambassade de Grande-Bretagne, 35 Faubourg St Honoré, 75008 Paris

— au premier gouverneur ministre de la Dominique : Sir Louis Cools Latigue, Governor House - Roseau - Dominica W.I (West Indies)

— au premier ministre de la Dominique : Patrick John, Prime Minister of Dominica - Roseau - Dominica W.I.

En outre, le comité organise une conférence de presse le jeudi 1^{er} avril, à 11 heures, 27 rue Jean Dolent : 75014 Paris, sous la présidence d'un représentant de la Ligue des droits de l'homme.

Adresse du comité : 277, rue Saint-Jacques 75005 Paris (326.13.30).

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermes, écrire au journal).